



IA ET TRAVAIL

**DANS LE SECTEUR DES MÉDIAS, DES ARTS
ET DU DIVERTISSEMENT**

PARTIE 3/4
RAPPORT SECTORIEL 2026



European
Federation of
Journalists

Étude et enquête menées par TWIID et Doenker - Commandées par la FIA, la FEJ, la FIM et UNI Europa



Ce projet et cette publication ont bénéficié du soutien de l'Union européenne. Cette publication reflète uniquement les opinions de ses auteurs, et la Commission européenne ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.



PRÉFACE



L'intelligence artificielle ne peut plus être considérée comme une perspective lointaine pour le secteur des médias, des arts et du divertissement. Elle est déjà bien présente, intégrée dans les flux de production, remodelant les processus créatifs et soulevant des questions urgentes sur l'emploi, les droits et l'avenir du travail créatif. Pourtant, jusqu'à présent, une grande partie du débat portait sur des récits globaux plutôt que sur des données sectorielles. Que vivent réellement les acteurs, l'équipe de tournage, les musiciens et les journalistes ? Que constatent leurs syndicats ? Et sur quels points les deux perspectives convergent-elles ou divergent-elles ?

Ce rapport est l'un des quatre rapports sectoriels qui forment ensemble une étude complète sur l'IA et le travail dans le secteur des médias, des arts et du divertissement. Commandée par la FIA, la FEJ, la FIM et UNI Europa, et menée par TWIID et Doenker, cette étude a pour but de combler d'importants manques de connaissances : comment l'IA, et plus particulièrement l'IA générative, affecte-t-elle l'emploi, les conditions de travail et les droits de propriété intellectuelle dans les secteurs européens de l'audiovisuel et des médias connexes ?

Les quatre rapports sectoriels se concentrent chacun sur une fédération et sur les professionnels qu'elle représente :

FIA : acteurs (notamment les acteurs, artistes de la voix, danseurs et professions apparentées)

FIM : musiciens

UNI MEI : travailleurs des équipes de tournage et de l'animation dans le secteur audiovisuel

FEJ : journalistes et autres professionnels des médias

Comme indiqué ci-dessus, aux fins du présent rapport, la cohorte des membres de la FIA et de ses affiliés est désignée par le terme « acteurs ». Toutefois, de nombreux syndicats de la FIA organisent également les danseurs et autres artistes-interprètes, dont les réflexions sont également incluses lorsqu'elles ont été reçues.

Chaque rapport présente les résultats d'enquêtes sectorielles, comparant les points de vue des syndicats et de leurs membres sur la sensibilisation à l'IA, l'impact perçu, les préoccupations et les besoins de soutien. Une comparaison intersectorielle conclut chaque rapport, permettant au lecteur de replacer les résultats sectoriels dans un contexte plus large.

La recherche s'est déroulée en deux phases. Une étude théorique structurée, réalisée entre septembre 2024 et début 2025, a permis de cartographier les outils d'IA, les cas d'utilisation et les réponses émergentes de la main-d'œuvre dans tous les secteurs. Cette étude a servi de base à un programme d'enquête en deux volets, mené entre septembre et décembre 2025, qui a permis de recueillir non seulement les points de vue organisationnels de 25 syndicats dans 18 pays, mais aussi les expériences vécues par les professionnels sur la base de cinq questionnaires sectoriels distribués dans plusieurs langues.

Plusieurs tendances se dégagent clairement des quatre rapports. L'inquiétude concernant l'impact de l'IA est quasi universelle : moins de 6 % des personnes interrogées, tous secteurs et groupes confondus, déclarent n'être « pas du tout inquiètes ». Parallèlement, la sensibilisation et la familiarité varient considérablement entre les journalistes, qui utilisent déjà pour la plupart des outils d'IA au quotidien, et les acteurs et les équipes de tournage, qui ne sont, pour la majorité, encore que peu familiarisés avec l'IA dans leur environnement de

travail. Un fossé structurel entre les syndicats et leurs membres se creuse dans l'ensemble de l'étude : les syndicats font systématiquement état d'une plus grande sensibilisation, anticipent des perturbations plus importantes et expriment des besoins de gouvernance plus globaux, tandis que les travailleurs individuels expriment des préoccupations plus immédiates et plus personnelles concernant la perte d'emploi, les droits et l'autonomie créative.

Ces rapports ne prétendent pas fournir un compte rendu définitif ou exhaustif. L'IA se développe rapidement et les perceptions présentées ici reflètent un moment précis à la fin de l'année 2025. Ce que nous espérons, c'est qu'ils fournissent une base solide, fondée sur des preuves, basée sur les voix des travailleurs et de leurs organisations représentatives, pour les stratégies de négociation collective, les réponses politiques et le dialogue social dont le secteur a besoin de toute urgence.

Nous tenons à remercier les quatre fédérations et leurs syndicats affiliés pour leur engagement dans ce projet, et surtout les centaines de professionnels qui ont pris le temps de partager leurs expériences, leurs préoccupations et leurs espoirs. C'est grâce à eux que cette recherche existe et en fin de compte, c'est à eux, les personnes qui fournissent le travail, qu'elle s'adresse.



TWIIID & Doenker · March 2026

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ : CALENDRIER ET LIMITES DE LA BASE FACTUELLE

La base factuelle présentée dans ce rapport rassemble une phase de recherche documentaire menée entre septembre 2024 et début 2025 et des données d'enquête recueillies entre septembre et décembre 2025. Dans un domaine où les outils d'IA, les pratiques commerciales et les débats sur la réglementation dans les secteurs des médias et de la culture évoluent très rapidement, certains des exemples d'outils concrets, des stratégies d'entreprise et des discussions politiques décrits ici peuvent déjà avoir changé au moment de la publication. De même, les perceptions des travailleurs et des syndicats recueillies dans les enquêtes reflètent un moment précis à la fin de l'année 2025, et leurs points de vue, stratégies et préoccupations peuvent avoir évolué depuis lors, au fur et à mesure que de nouveaux cas et conflits sont apparus. Ce qui reste solide, cependant, ce sont les modèles plus larges que nous identifions dans la façon dont l'IA affecte la propriété intellectuelle, la nature du travail, les compétences et les conditions de travail. Les lecteurs doivent donc considérer les outils concrets, les cas et les instantanés d'enquête comme des illustrations limitées dans le temps plutôt que comme des inventaires exhaustifs ou parfaitement actualisés, et interpréter les résultats en étant conscients de la nature hautement dynamique du développement de l'IA et des réponses de la main-d'œuvre dans les industries créatives.

TABLE DES MATIÈRES



PROCESSUS DE RECHERCHE	6
Affectation	7
Recherche documentaire	7
Objectifs de la recherche	7
JOURNALISTES	9
PROFIL	10
Sensibilisation à l'IA :	17
Perception	19
Préoccupations	20
Formation et soutien	21
FEJ SYNDICATS 22	
Profil des syndicats : Qui représente les journalistes ?	23
Sensibilisation à l'IA :	24
Perception	26
Préoccupations :	27
Travail avec l'IA	32
JOURNALISTES VS SYNDICATS	36
Sensibilisation	37
Perception	38
Inquiétude	39
COMPARAISON INTERSECTORIELLE	40
Introduction	41
Sensibilisation générale	41
Impact attendu de l'IA	42
Soutien nécessaire	47



PROCESSUS DE RECHERCHE

AFFECTATION

Cette étude évalue l'impact de l'intelligence artificielle (en particulier, de l'IA générative) sur les emplois, les conditions de travail et les droits de propriété intellectuelle dans les secteurs européens de l'audiovisuel et des médias connexes. Elle combine une enquête menée au sein des organisations syndicales sectorielles et portant sur les expériences des membres, les priorités, les campagnes de sensibilisation et les dispositions des négociations collectives relatives à l'IA avec une analyse plus large des principaux défis : l'IA générative et la protection des droits de propriété intellectuelle, l'IA générative et son impact sur les emplois et le travail, et les besoins en compétences liés à l'IA dans le secteur. Commandée par les partenaires du projet et menée en étroite collaboration avec eux, la recherche vise à combler les lacunes actuelles en matière de connaissances et à fournir une base complète pour le dialogue social au niveau européen, y compris des recommandations politiques spécifiques et des informations sur les négociations collectives.

RECHERCHE DOCUMENTAIRE

La phase initiale de l'étude a consisté en une recherche documentaire structurée visant à établir une base factuelle sur la manière dont l'IA est développée et déployée dans les médias et les secteurs culturels couverts par ce projet (acteurs et équipes dans le secteur audiovisuel, animation, musique et journalisme). Cette phase avait deux objectifs principaux. Elle a tout d'abord permis d'acquérir une compréhension conceptuelle commune des systèmes d'IA et de leur pertinence pour les flux de travail propres à chaque secteur. Dans un deuxième temps, elle a généré des idées empiriques sur les outils, les cas d'utilisation, les risques et les réponses émergentes des travailleurs, qui ont été directement utilisées pour concevoir les questionnaires de l'enquête et en interpréter les résultats. Plutôt que de traiter l'IA comme un développement générique ou abstrait, la recherche documentaire visait à clarifier les types d'IA existants, leur fonctionnement et leur importance en matière d'emploi, de compétences, de conditions de travail et de droits.

La recherche documentaire a été menée sous la forme d'un examen ciblé des sources accessibles au public et de la documentation du secteur. Elle combinait une approche technique (comprendre le fonctionnement des systèmes et ce qui les distingue) et une approche socio-économique et juridique (comprendre ce que ces systèmes impliquent pour le travail créatif et les relations de travail). La recherche a été organisée secteur par secteur, tout en suivant les développements transversaux de l'IA qui affectent plusieurs secteurs (tels que l'IA générative pour le texte, l'image, la vidéo et l'audio ; le clonage de la voix et les répliques numériques et les outils d'automatisation du flux de travail intégrés dans les environnements logiciels professionnels). Enquêtes à deux niveaux (syndicats, leurs fédérations et leurs membres)

OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

L'étude poursuit cinq objectifs : (1) cartographier l'utilisation actuelle de l'IA et la sensibilisation au sein de chaque secteur ; (2) identifier comment les parties prenantes perçoivent les opportunités et les menaces liées à l'IA ; (3) évaluer les impacts attendus et émergents sur l'emploi, les compétences et les conditions de travail ; (4) documenter ce que les syndicats et les organisations membres font déjà et les besoins qu'ils identifient ; et (5) collecter des données qui peuvent soutenir les négociations et les réponses politiques.

●● Méthodologie de la recherche

La méthodologie combine une étude documentaire préparatoire et un programme d'enquêtes sectorielles.

L'étude documentaire a permis d'établir la base analytique des enquêtes. Elle a passé en revue les principaux types d'IA, leurs capacités et leurs modes de fonctionnement typiques, ainsi que les outils d'IA utilisés dans les secteurs étudiés. Une attention particulière a été accordée au rôle des données et à la mesure dans laquelle les systèmes d'IA fonctionnent de manière transparente. L'étude documentaire a également examiné la manière dont les secteurs ont réagi aux développements de l'IA et a tiré des leçons des récents conflits et contestations. Les enseignements tirés de cette phase ont été utilisés pour formuler les questions de

l'enquête qui reflètent les réalités du secteur et l'utilisation actuelle des outils.

Sur cette base, une approche d'enquête à deux niveaux a été mise en œuvre afin d'appréhender les perspectives organisationnelles et professionnelles.

●● Approche de l'enquête : modèle à deux voies

Dans un premier temps, des enquêtes ont été menées auprès des syndicats et des organisations membres (affiliées aux fédérations concernées) ; celles-ci se concentraient sur la sensibilisation organisationnelle, les défis observés, les actions entreprises et les besoins de soutien.

Dans un deuxième temps, des enquêtes ont été menées auprès de professionnels (membres de syndicats/travailleurs du secteur) ; celles-ci portaient sur l'expérience vécue sur le lieu de travail, la connaissance de l'IA, la perception des risques et des opportunités, et l'impact perçu sur le travail.

Pour le volet professionnel, cinq questionnaires sectoriels ont été rédigés : acteurs, équipes de tournage, animation, musique et journalisme. Cette structure sectorielle reflète le fait que les applications de l'IA, les filières de production et les relations de travail diffèrent considérablement d'un domaine à l'autre.

●● Contenu de l'enquête

Dans les deux volets, les questionnaires couvraient cinq thèmes principaux : (1) les caractéristiques des répondants (données démographiques et profil professionnel pour les travailleurs ; profil organisationnel pour les syndicats) ; (2) la familiarité avec l'IA et la prévalence perçue de l'utilisation de l'IA dans le secteur ; (3) la perception des opportunités, des menaces et des risques, y compris les impacts potentiels sur l'emploi ; (4) les actions et les développements, y compris les cas et les initiatives notables ; et (5) les besoins de soutien, y compris les ressources pratiques telles que des directives, outils et accords types.

Certaines questions (plus particulièrement celles portant sur les préoccupations et les évolutions du secteur) ont été adaptées au contexte spécifique de chaque secteur. Elles sont basées sur la recherche documentaire portant sur les outils spécifiques à chaque secteur. Si ces adaptations ont permis d'accroître la pertinence pour les répondants, elles ont pour conséquence que tous les sujets de préoccupation ne peuvent pas être comparés directement entre les secteurs.

●● Distribution et travail sur le terrain

La diffusion de l'enquête a suivi la même structure à deux voies et a été mise en œuvre par l'intermédiaire des réseaux syndicaux. L'étude a été réalisée par le biais de quatre fédérations : la FIA, la FIM, l'UNI MEI et la FEJ. Chaque secteur a été représenté dans ce cadre, les syndicats ayant été sélectionnés pour atteindre les membres dans les domaines professionnels concernés. Pour les enquêtes professionnelles, des versions linguistiques distinctes ont été créées pour chaque pays dans lequel les syndicats ont distribué les questionnaires, afin de favoriser l'accessibilité et de maximiser la participation.

Les enquêtes ont été lancées le 12 septembre 2025 et clôturées le 19 décembre 2025.

●● Participation

En ce qui concerne les syndicats, 87 syndicats de 31 pays ont répondu à l'enquête. La voie professionnelle a permis de constituer des groupes de répondants spécifiques à chaque secteur (voir le chapitre sur les résultats), ce qui a permis d'effectuer des analyses intrasectorielles et des comparaisons intersectorielles prudentes pour les questions équivalentes.

●● Considérations analytiques

La méthodologie permet d'établir une cartographie descriptive détaillée des connaissances, des perceptions et des besoins en matière d'IA. L'interprétation doit cependant tenir compte de trois points. Tout d'abord, les questions sectorielles limitent la comparabilité de certains éléments préoccupants. Deuxièmement, la distribution par voies syndicales peut influencer le nombre de répondants par rapport à l'ensemble de la population active. Troisièmement, dans le cas des échantillons sectoriels plus petits, les pourcentages peuvent être plus sensibles à de petits changements ; les chiffres doivent donc être pris en compte parallèlement aux



JOURNALISTES

pourcentages.

Globalement, la méthodologie de la recherche combine une étude documentaire contextuelle avec un programme d'enquête sectoriel structuré qui saisit les perspectives des organisations et des travailleurs, dans le but explicite d'éclairer les négociations collectives et les réponses politiques.

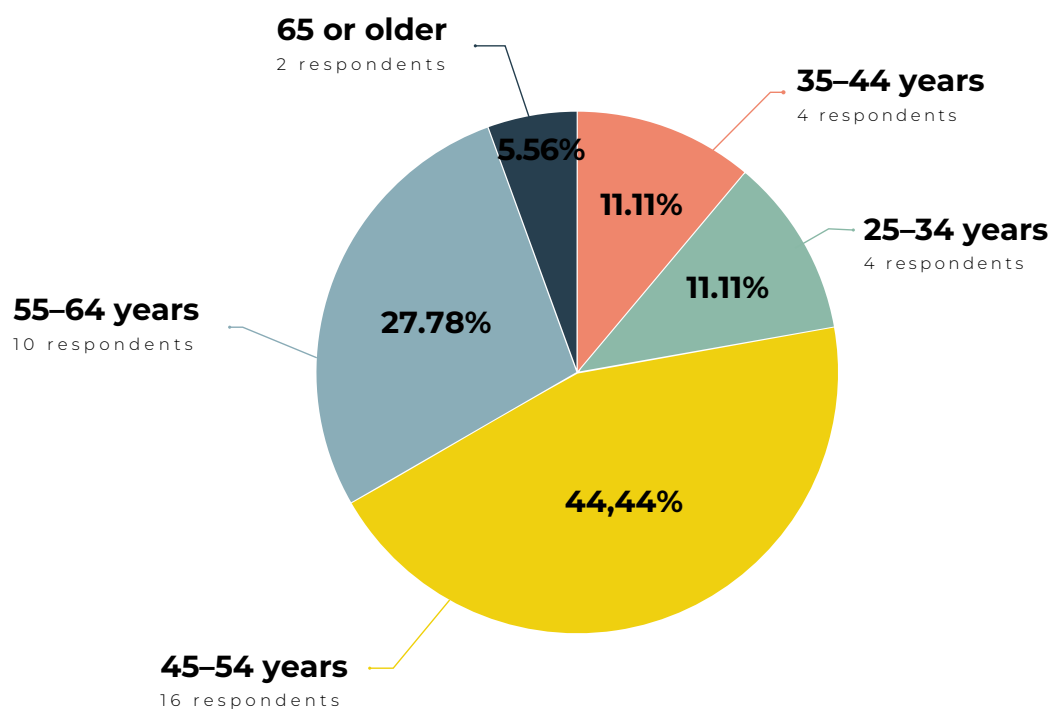
Répondants : 36 journalistes

Focus géographique : Portugal (national)

PROFIL

•• Âge

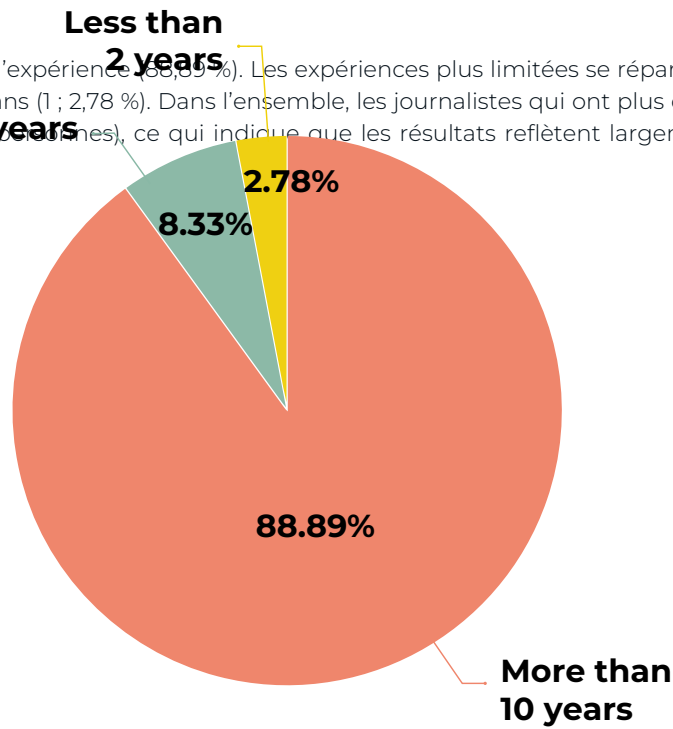
Sur les 36 journalistes interrogés, le profil d'âge se concentre dans les groupes de milieu et de fin de carrière. La cohorte la plus importante est celle des 45-54 ans (16 ; 44,44 %), suivie par celle des 55-64 ans (10 ; 27,78 %). Ensemble, les répondants âgés de 45 à 64 ans représentent donc 72,22 % de l'échantillon de journalistes (26 personnes). Les 35-44 ans (4 ; 11,11 %) et les 25-34 ans (4 ; 11,11 %) sont moins nombreux, tandis que les 65 ans et plus représentent seulement 5,56 % (2). (Aucune réponse « moins de 25 ans » ou « préfère ne pas répondre » n'a été enregistrée ici.)



•• De combien d'années d'expérience disposez-vous dans votre métier ?

Les personnes interrogées dans le secteur du journalisme sont pour la plupart très expérimentées : 32

déclarent plus de 10 ans d'expérience (88,89 %). Les expériences plus limitées se répartissent entre 6-10 ans (3 ; 8,33 %) et moins de 2 ans (1 ; 2,78 %). Dans l'ensemble, les journalistes qui ont plus de 6 ans d'expérience représentent 97,12 % (35 personnes), ce qui indique que les résultats reflètent largement les perspectives professionnelles établies.

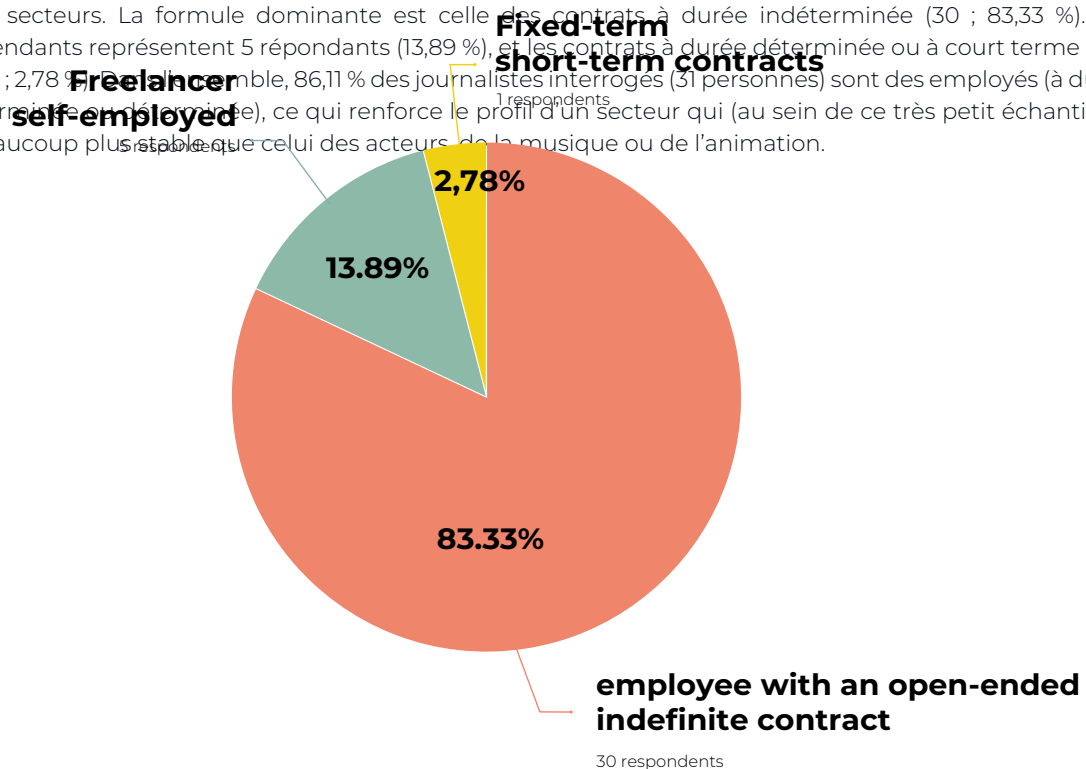


●● Genre

La répartition par sexe est relativement proche : les hommes représentent 21 répondants (58,33 %) et les femmes 15 (41,67 %).

●● Quel est votre régime de travail habituel ?

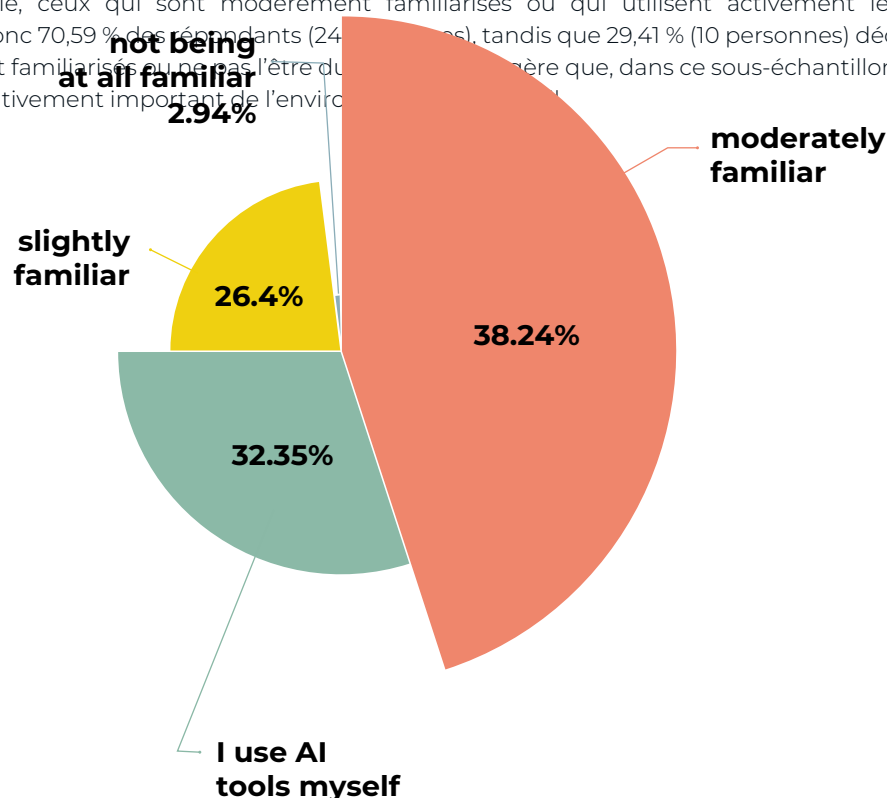
Cet échantillon dans le secteur du journalisme se distingue par la stabilité de l'emploi par rapport à plusieurs autres secteurs. La formule dominante est celle des contrats à durée indéterminée (30 ; 83,33 %). Les indépendants représentent 5 répondants (13,89 %), et les contrats à durée déterminée ou à court terme sont rares (1 ; 2,78 %). Dans l'ensemble, 86,11 % des journalistes interrogés (31 personnes) sont des employés (à durée indéterminée ou à court terme), ce qui renforce le profil d'un secteur qui (au sein de ce très petit échantillon) est beaucoup plus stable que celui des acteurs de la musique ou de l'animation.



•• Dans quelle mesure êtes-vous familiarisé avec l'IA dans votre environnement de travail ?

Parmi les 34 journalistes qui ont répondu à cette question (un très petit sous-échantillon, les résultats doivent donc être interprétés avec prudence), la familiarité avec l'IA dans l'environnement de travail semble la plus élevée par rapport à d'autres secteurs. Le groupe le plus important déclare être modérément familier (13 ; 38,24 %). Onze autres répondants déclarent utiliser des outils d'IA à titre personnel (32,35 %), ce qui indique une adoption pratique substantielle au sein de ce petit groupe. Neuf répondants se disent légèrement familiarisés (26,47 %) et un seul déclare ne pas être familiarisé du tout (2,94 %).

Dans l'ensemble, ceux qui sont modérément familiarisés ou qui utilisent activement les outils d'IA représentent donc 70,59 % des répondants (24 personnes), tandis que 29,41 % (10 personnes) déclarent n'être que légèrement familiarisés ou ne pas l'être du tout. De manière que, dans ce sous-échantillon, l'IA est déjà un élément relativement important de l'environnement de travail.

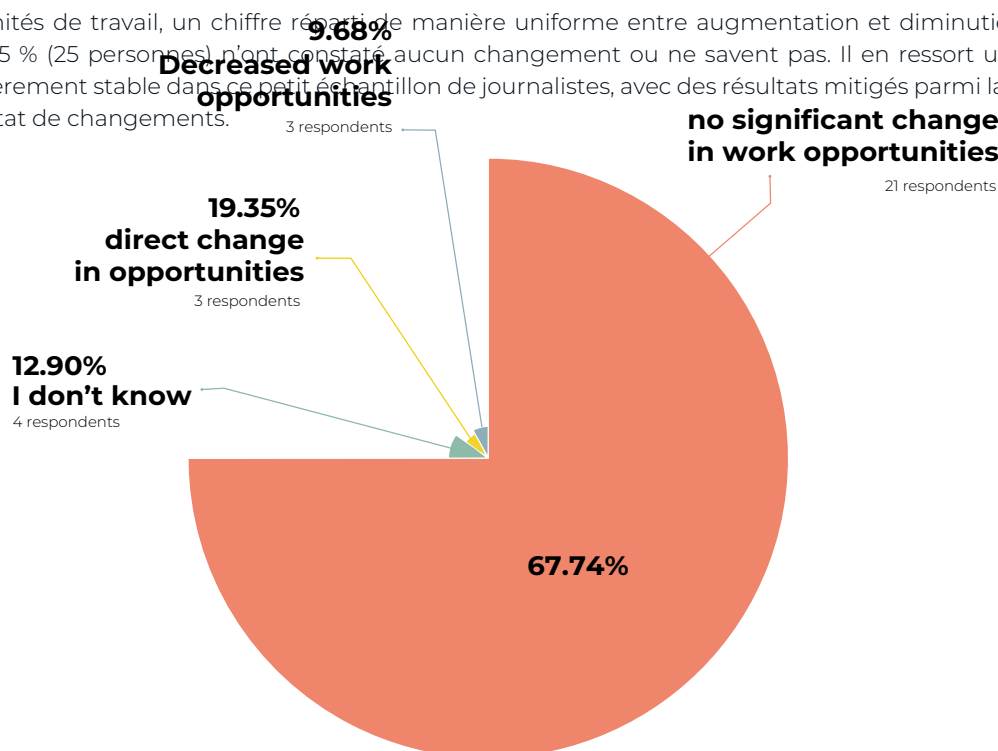


•• L'IA a-t-elle eu un impact sur vos opportunités de travail ?

Sur les 31 journalistes qui ont répondu à cette question (un très petit sous-échantillon, à interpréter avec prudence), la réponse la plus fréquente est qu'il n'y a pas de changement significatif au niveau des opportunités de travail (21 ; 67,74 %). Un plus petit groupe a répondu « Je ne sais pas » (4 ; 12,90 %). Les changements directs (positifs ou négatifs) sont signalés par relativement peu de personnes : 3 répondants déclarent que l'IA a réduit leurs opportunités de travail (9,68 %) et 3 déclarent qu'elle a augmenté leurs opportunités (9,68 %).

Dans l'ensemble, 19,35 % des journalistes interrogés (6 personnes) ont perçu un changement direct dans les

opportunités de travail, un chiffre réparti de manière uniforme entre augmentation et diminution, tandis que 80,65 % (25 personnes) n'ont constaté aucun changement ou ne savent pas. Il en ressort une image particulièrement stable dans ce petit échantillon de journalistes, avec des résultats mitigés parmi la minorité qui fait état de changements.



Les remarques sont cohérentes avec le modèle quantitatif de ce petit échantillon de journalistes : la plupart des personnes interrogées ne décrivent pas de changement clair dans les opportunités, et les quelques personnes qui font état d'un changement sont partagées entre des expériences positives et négatives. Plusieurs commentaires mentionnent explicitement cette stabilité ou une exposition limitée jusqu'à présent, notamment : « Avec une implémentation limitée, aucune différence notable n'est enregistrée », « Dans mon domaine de travail, l'IA est très peu ou pas du tout utilisée » et « Ma fonction/mon rôle/mes tâches n'ont pas été détruits, mais rien n'a été créé non plus. Pour l'instant. » Ces remarques expliquent pourquoi la réponse « pas de changement significatif » est de loin la plus fréquente dans l'enquête.

Lorsque des effets positifs sont mentionnés au niveau des opportunités offertes, ils tendent à être présentés comme une augmentation des capacités, en particulier dans le domaine de la recherche. L'exemple le plus clair est simple : « Les possibilités de recherche se sont multipliées. » Une autre personne interrogée fait état d'un sentiment plus large d'amélioration plutôt que de détournement : « Je pense que rien n'a changé, cela améliore même mes compétences. » Un commentaire qui concorde avec les résultats de l'enquête qui montrent qu'un groupe restreint, mais bien réel, fait état d'une augmentation des opportunités, bien que les données qualitatives suggèrent que ces gains sont encore limités et spécifiques plutôt que généralisés.

Les remarques négatives sur les opportunités sont moins nombreuses, mais elles mettent en évidence un thème important : les répondants n'attribuent pas toujours les obstacles à la seule IA. Deux commentaires évoquent davantage l'âge et l'employabilité qu'un remplacement d'emploi direct : « Mon âge est le principal obstacle » et « Je ne parviens tout simplement pas à trouver de travail. À 39 ans, je suis apparemment trop vieux pour m'adapter aux défis de l'IA. » Ces remarques sont importantes, car elles suggèrent que, dans le secteur du journalisme, l'IA peut être vécue non seulement comme un substitut direct, mais aussi comme un élément de pression plus large en matière de transition de compétences, en particulier pour les travailleurs qui estiment que les employeurs attendent une adaptation plus rapide.

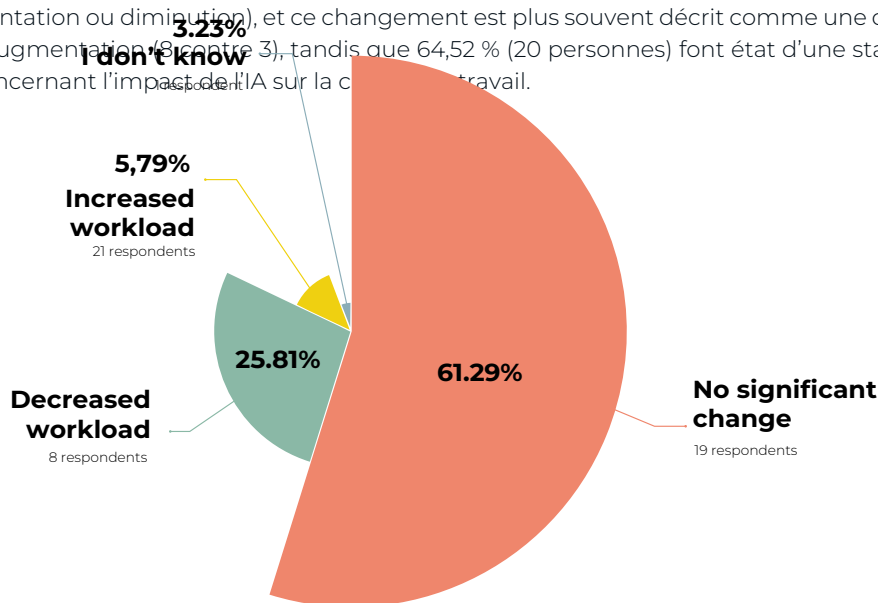
Dans l'ensemble, les remarques renforcent une image largement stable dans ce petit échantillon, l'IA

n'étant pas encore perçue comme modifiant radicalement les opportunités d'emploi dans le domaine du journalisme pour la plupart des personnes interrogées. Lorsqu'un changement est perçu, il apparaît comme un mélange de gains de niche (en particulier dans l'aide à la recherche) et d'obstacles liés à l'adaptation, plutôt que comme un déclin uniforme.

●● L'IA a-t-elle affecté votre charge de travail ?

Sur les 31 journalistes qui ont répondu à cette question (à interpréter avec prudence), la plupart ne signalent aucun changement significatif dans la charge de travail (19 ; 61,29 %). Une minorité notable fait état d'une réduction de la charge de travail : 8 répondants déclarent que l'IA a réduit leur charge de travail (25,81 %). Ils sont moins nombreux à signaler l'effet inverse : trois d'entre eux indiquent une augmentation de la charge de travail (9,68 %), et un seul a répondu « Je ne sais pas » (3,23 %).

Dans l'ensemble, 35,48 % des répondants (11 personnes) ont perçu un changement direct de la charge de travail (augmentation ou diminution), et ce changement est plus souvent décrit comme une diminution que comme une augmentation (8 contre 3), tandis que 64,52 % (20 personnes) font état d'une stabilité ou d'une incertitude concernant l'impact de l'IA sur la charge de travail.



Les commentaires appuient fortement le constat quantitatif selon lequel les journalistes interrogés ne signalent le plus souvent aucun changement majeur dans leur charge de travail. Toutefois, parmi ceux qui signalent un changement, l'IA est plus souvent associée à une réduction qu'à une augmentation de la charge de travail. L'exemple le plus clair et le plus fréquent concerne la transcription et la traduction, qui sont décrites comme des gains de temps importants. Les personnes interrogées déclarent que « *L'utilisation de l'IA pour transcrire des interviews et faire des traductions me fait gagner des heures de travail* », « *La transcription d'interviews m'aide dans une tâche qui prend habituellement beaucoup de temps* » et « *La transcription d'interviews ou l'ajout de sous-titres a réduit ma charge de travail.* » Ces déclarations correspondent à la proportion relativement élevée de personnes ayant déclaré une diminution de la charge de travail dans l'enquête.

Parallèlement, ces mêmes commentaires montrent que la réduction de la charge de travail est généralement partielle, car les résultats traités par l'IA doivent être révisés et corrigés. Un répondant l'explique très clairement : « *L'IA a permis de raccourcir les délais de transcription. Évidemment, je reviens à l'audio pour lever mes doutes et corriger de nombreux mots* », en particulier lorsqu'il y a des « *problèmes de diction* » ou des distorsions. Un autre fait écho au même schéma : « *Même si un temps de révision est toujours nécessaire, le changement est significatif.* » Cela suggère que l'IA n'élimine pas le travail journalistique, mais le déplace d'une transcription manuelle à un prétraitement plus rapide, assorti d'une vérification éditoriale.

Un deuxième groupe reflète les réponses « **aucun changement** », généralement parce que l'IA n'est pas encore intégrée dans les routines des rédactions. Les personnes interrogées mentionnent qu'« **avec une mise en œuvre limitée, aucune différence même très peu perceptible n'est enregistrée** » et l'une d'entre elles note que l'IA « **ne fait pas encore partie de la routine quotidienne de ma salle de rédaction** », en partie en raison de l'inaction de la direction ou de l'absence de déploiement en interne. D'autres ne signalent tout simplement aucun effet parce qu'ils ne l'utilisent pas : « **Parce que je n'ai pas eu recours à l'IA.** » Ces remarques permettent d'expliquer pourquoi l'absence de changement reste l'expérience majoritaire, malgré des gains d'efficacité visibles pour certaines tâches.

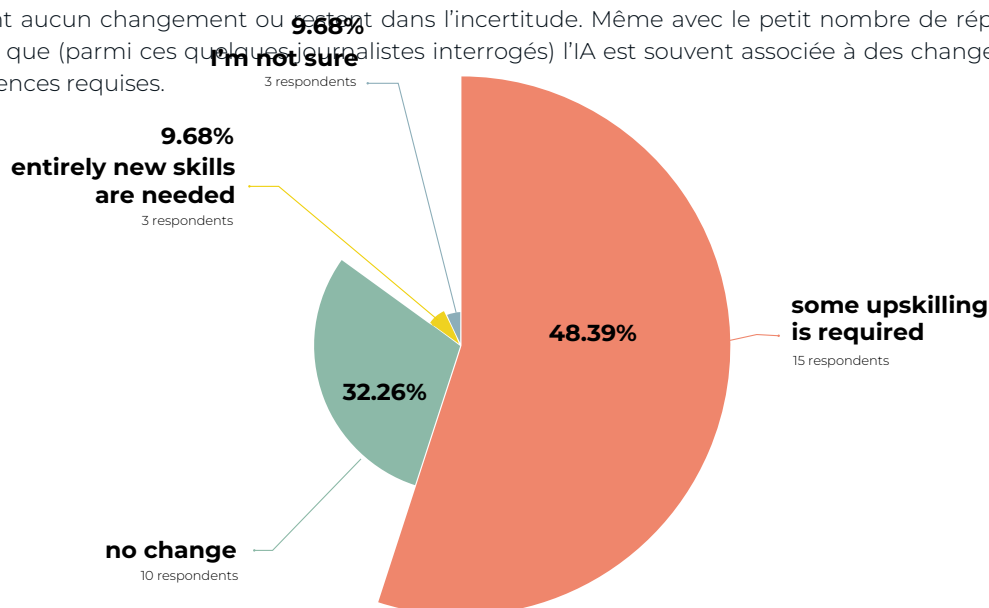
Lorsque des augmentations de la charge de travail sont mentionnées, elles sont généralement dues au contrôle de la qualité, aux exigences d'attention et à la pression de la production, et non à la complexification du journalisme en lui-même. Un répondant note qu'« **il est nécessaire de porter une plus grande attention aux détails pour optimiser les résultats de l'IA et minimiser les erreurs** », tandis qu'un autre souligne une préoccupation d'ordre structurel : L'IA « **aide à produire plus vite, ce qui ne fait qu'accroître la précarité sans réduire le volume.** » Il s'agit là d'une perspective qualitative importante : même lorsque l'IA réduit le temps consacré à certaines tâches spécifiques, elle peut simultanément intensifier les attentes en matière de production et laisser la pression globale de la production journalistique inchangée (voire l'augmenter).

Dans l'ensemble, les remarques s'alignent étroitement sur l'image quantitative : dans le journalisme, l'IA est plus clairement perçue comme un accélérateur de flux de travail pour la transcription, la traduction et la synthèse, mais elle dépend toujours de la vérification humaine et peut créer de nouvelles formes de pression autour de la vitesse et de la productivité.

•• Comment l'IA a-t-elle modifié les compétences nécessaires à votre travail ?

Sur les 31 journalistes qui ont répondu à cette question (un très petit sous-échantillon, à interpréter avec prudence), l'opinion la plus répandue est que l'IA fait déjà évoluer les compétences. 15 répondants déclarent qu'un certain niveau de compétences est nécessaire (48,39 %), ce qui en fait la catégorie la plus importante. Dix répondants ne signalent aucun changement (32,26 %), tandis que 3 déclarent que des compétences inédites sont nécessaires (9,68 %) et 3 ne sont pas sûrs (9,68 %).

Dans l'ensemble, les personnes qui perçoivent un changement dans les compétences (perfectionnement ou nouvelles compétences) représentent 58,06 % de l'échantillon (18 personnes), tandis que 41,94 % (13 personnes) ne voient aucun changement ou restent dans l'incertitude. Même avec le petit nombre de réponses, cela suggère que (parmi ces quelques journalistes interrogés) l'IA est souvent associée à des changements des compétences requises.



Les remarques soutiennent fortement le résultat quantitatif selon lequel, même dans ce petit sous-échantillon, les journalistes interrogés considèrent souvent que l'IA nécessite un changement de compétences, en particulier sous la forme d'un renforcement des compétences plutôt que d'une redéfinition complète de la profession. Un thème récurrent est la nécessité d'une formation et d'une utilisation responsable. L'un des répondants l'affirme directement : **« Cela a créé un besoin de formation dans ce domaine pour les journalistes. C'est urgent. L'IA s'avère être un outil majeur dont nous pouvons tirer parti. Nous devons savoir comment l'utiliser correctement sans dénaturer les missions du journalisme. »** Cela illustre une tendance centrale dans les commentaires : l'IA est considérée comme utile, mais si et seulement si les journalistes acquièrent les compétences nécessaires pour l'utiliser sans compromettre les normes professionnelles fondamentales.

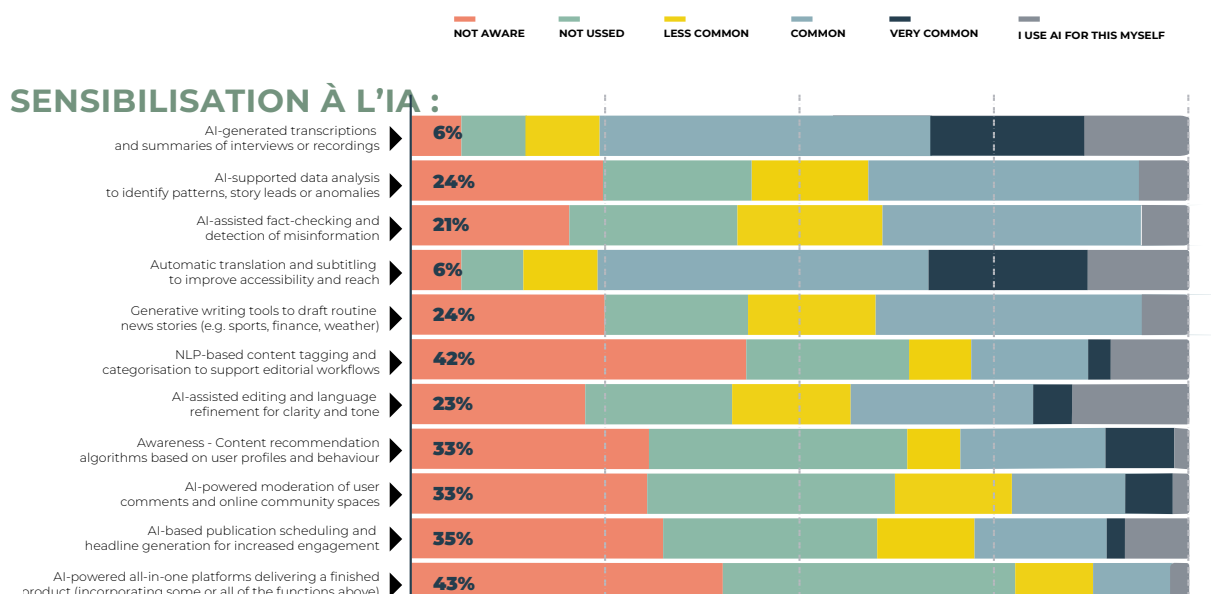
Un deuxième groupe décrit les compétences pratiques qui gagnent aujourd'hui en importance : les invites, la sélection des outils et l'adaptation aux tâches. Les répondants indiquent qu'il est nécessaire de **« savoir comment poser des questions et connaître le type d'outil le plus approprié pour chaque tâche »** ainsi que de **« savoir comment construire des invites et travailler avec ce que les modèles renvoient. »** D'autres considèrent qu'il existe une exigence plus large en matière de compétences linguistiques : **« Une compréhension de base du fonctionnement des plateformes d'IA est nécessaire pour éviter de répéter les erreurs causées par les défauts de la plateforme. »** Ces remarques sont parfaitement alignées sur les réponses du groupe le plus vaste de l'enquête **« améliorations de certaines compétences requises »** : la profession reste certes reconnaissable comme étant du journalisme, mais les attentes en matière de boîte à outils et de processus sont en train de changer.

Parallèlement, de nombreuses personnes interrogées soulignent que les normes journalistiques fondamentales n'ont pas changé, en particulier la vérification, la fiabilité et le jugement éditorial. Plusieurs remarques le précisent : **« Je continue à tout faire de la même manière, mais j'ai maintenant de l'aide », « Je n'ai pas du tout changé mes habitudes de travail »** et **« Je réponds 'aucun changement' parce que, dans la pratique, le travail effectué reste le même : l'édition de textes pour vérifier si toutes les informations sont fiables et si elles respectent les lignes éditoriales et la rigueur voulue et exigée. »** Même les personnes interrogées qui utilisent l'IA pour la recherche ou la rédaction insistent sur la vérification, car ces outils sont **« rapides, mais faillibles »** et **« tout ce que fait l'IA n'est pas correct à 100 %. »** Cela explique en partie pourquoi une minorité substantielle ne signale toujours aucun changement : l'IA peut modifier le flux de travail, mais pas nécessairement la responsabilité professionnelle essentielle.

Un autre thème notable est l'adoption inégale au sein des rédactions. Certains répondants décrivent une mise en œuvre lente, voire inexistante : **« Actuellement, l'IA n'est pas utilisée là où je travaille »** ou **« Je travaille dans une rédaction qui s'obstine à fonctionner à un rythme anachronique. »** D'autres décrivent des changements rapides et la nécessité de suivre le rythme de l'évolution de l'IA. L'un des répondants note qu'**« un mois d'évolution de l'IA représente six mois de travail dans de nombreux autres domaines »**, ce qui traduit la pression du rythme que les journalistes peuvent ressentir avant même l'adoption institutionnelle complète. Cette inégalité contribue probablement à la coexistence des réponses **« aucun changement »**, **« je ne suis pas sûr »** et **« amélioration des compétences requises »** au sein du même petit échantillon.

Enfin, quelques remarques permettent d'élargir le débat sur les compétences au-delà des outils d'IA à proprement parler, en vue d'une transformation plus large du travail journalistique. Un répondant affirme que les approches traditionnelles ne suffisent plus : **« Toute personne formée au journalisme qui suit les anciennes normes de rédaction de l'information est complètement obsolète. Aujourd'hui, il est nécessaire de savoir lire des statistiques sophistiquées et de travailler avec des programmes de données. »** Que ce point de vue soit représentatif ou non, il donne lieu à une interprétation qualitative importante : pour certains journalistes, l'IA s'inscrit dans une évolution plus large vers la maîtrise des données, la capacité de vérification et la compétence en matière de flux de travail numérique, plutôt que comme une compétence technique à part entière. Dans l'ensemble, les remarques suggèrent que, dans le domaine du journalisme, l'évolution des compétences liées à l'IA est le plus souvent considérée comme un processus d'amélioration des compétences dans le cadre d'une responsabilité éditoriale continue, et non comme un remplacement

du jugement journalistique.



Parmi les journalistes, les outils d'IA sont largement connus, mais utilisés de manière inégale selon les fonctions. En moyenne, 26,5 % déclarent ne pas connaître une application donnée et 23,1 % affirment ne pas l'utiliser, tandis que 30,3 % disent l'utiliser couramment ou très couramment et 8,8 % à titre personnel.

La transcription/les résumés et la traduction automatique/le sous-titrage sont les applications les plus répandues. Ces deux types d'outils décrochent les plus petits scores de réponses « Je ne connais pas » (6,1 %) et « pas utilisé » (10,2 %) et les plus hauts scores de réponses « courant/très courant » (59,2 %), 16,3 % d'entre eux indiquant même qu'ils utilisent ces outils à titre personnel. Ces fonctionnalités sont donc à la fois largement visibles dans la pratique dans les rédactions et souvent utilisées directement par les journalistes.

Plusieurs outils d'aide à la rédaction sont eux moyennement connus et utilisés. L'analyse de données assistée par l'IA et la rédaction générative de nouvelles de routine décrochent un taux de non-sensibilisation d'environ 24,4 %, un taux de non-utilisation d'environ 19,5 % et un taux d'utilisation courante légèrement supérieur à 31 % ; l'utilisation à titre personnel atteignant 7,3 % dans les deux cas. La vérification des faits et la modération des commentaires des utilisateurs assistées par l'IA présentent des niveaux de non-sensibilisation et de non-utilisation similaires ou légèrement plus élevés, avec une utilisation courante/très courante se situant généralement entre 16 % et 31 %, et une utilisation à titre personnel comprise entre 2 % et 7 %.

Les outils back-end plus spécialisés sont moins répandus. L'étiquetage et la catégorisation de contenu basés sur le NLP sont les plus méconnus (42,1 %) et sont relativement peu utilisés (15,8 %), avec 10,5 % d'utilisation à titre personnel. Les algorithmes de recommandation de contenu, les systèmes de modération des commentaires et la programmation de publications/génération de titres basées sur l'IA affichent tous des taux de non-sensibilisation et de non-utilisation supérieurs à 30 %, et des taux d'utilisation courante/très courante compris entre 13 % et 25 %.

L'édition et l'amélioration linguistique assistées par l'IA se situent entre ces deux groupes, avec 23,3 % de non-sensibilisation, 23,3 % de non-utilisation, 27,9 % d'utilisation courante/très courante et un taux d'utilisation à titre personnel relativement élevé (16,3 %). Les plateformes tout-en-un alimentées par l'IA sont davantage méconnues (43,2 %) et peu utilisées (35,1 %), avec seulement 10,8 % d'utilisation courante et 2,7 % d'utilisation à titre personnel, ce qui indique une adoption limitée à l'heure actuelle. L'écart entre l'utilisation déclarée de

	UTILISATION	JE NE CONNAIS PAS
Transcriptions et résumés d'interviews ou d'enregistrements générés par l'IA	76%	6%
Analyse de données assistée par l'IA pour identifier des modèles, des conducteurs de récit ou des anomalies	39%	24%
Vérification des faits et détection de la désinformation assistées par l'IA	38%	21%
Traduction et sous-titrage automatiques pour améliorer l'accessibilité et la portée de l'information	76%	6%
Outils d'écriture générative pour rédiger des articles portant sur l'actualité courante (par exemple, sports, finances, météo)	39%	24%
Étiquetage et catégorisation de contenu basés sur le NLP pour soutenir les flux de travail éditoriaux	26%	42%
Rédaction assistée par l'IA et reformulation pour plus de clarté et de nuances	44%	23%
Sensibilisation - Algorithmes de recommandation de contenu basés sur les profils et le comportement des utilisateurs	28%	33%
Modération par l'IA des commentaires des utilisateurs et des espaces communautaires en ligne	24%	33%
Programmation des publications et génération de titres basées sur l'IA pour un engagement accru	28%	35%
Plateformes tout-en-un alimentées par l'IA fournissant un produit fini (incorporant certaines ou toutes les fonctions ci-dessus)	14%	43%

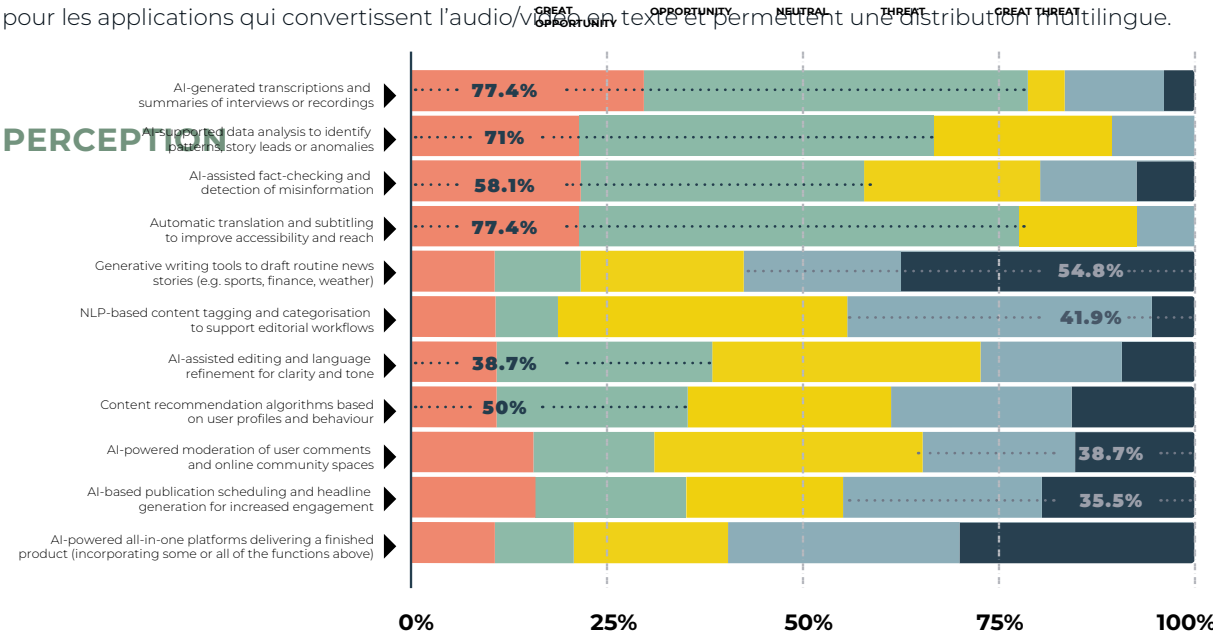
Le secteur du journalisme présente le profil le plus clair de « maturité en IA par rapport au texte ». Les transcriptions/résumés et la traduction/sous-titrage sont tous deux utilisés à 76 % et seulement 6,1 % ne connaissent pas ces outils, ce qui constitue la plus forte combinaison de visibilité et d'adoption dans les résultats de l'enquête. C'est dans ce secteur que l'IA semble la plus proche d'une couche par défaut du travail quotidien.

Au-delà de ces deux éléments dominants, le secteur du journalisme présente un deuxième niveau d'applications regroupées autour d'un taux d'utilisation compris entre 30 et 40 %, notamment l'affinage/la révision linguistique (44 %), la vérification des faits/le soutien en matière de désinformation (38 %) et l'analyse des données/la découverte de conducteurs de récit (39 %). Cela suggère qu'une fois l'ossature de la transcription/traduction en place, l'adoption de l'IA s'étend à la productivité et à l'assistance éditoriale.

Parallèlement, le journalisme montre également que l'« IA d'infrastructure » peut rester étonnamment invisible, même dans un secteur très textuel. 42 % des personnes interrogées déclarent ne pas connaître l'étiquetage/la catégorisation NLP et 43 % les plateformes tout-en-un, qui sont également les moins utilisées (14 %). Cela signifie que les plateformes intégrées et l'automatisation du flux de travail back-end ne sont pas largement déployées, qu'elles ne sont utilisées que par certaines fonctions ou qu'elles ne sont tout simplement pas perçues par les personnes interrogées comme de « l'IA », même lorsqu'elles sont présentes.

Par rapport au secteur de la musique, le journalisme est moins lié à la création en plusieurs étapes qu'à

l'accélération du traitement du texte, de l'accessibilité et des flux de travail de publication. Par rapport aux acteurs et à l'équipe de tournage, le journalisme est nettement plus visible sur le plan de l'IA. En particulier pour les applications qui convertissent l'audio/vidéo en texte et permettent une distribution multilingue.



	MENACE	NEUTRALITÉ	OPPORTUNITÉ
Transcriptions et résumés d'interviews ou d'enregistrements générés par l'IA	19.4%	3.2%	77.4%
Analyse de données assistée par l'IA pour identifier des modèles, des conducteurs de récit ou des anomalies	12.9%	16.1%	71.0%
Vérification des faits et détection de la désinformation assistées par l'IA	19.4%	22.6%	58.1%
Traduction et sous-titrage automatiques pour améliorer l'accessibilité et la portée de l'information	9.7%	12.9%	77.4%
Outils d'écriture générative pour rédiger des articles portant sur l'actualité courante (par exemple, sports, finances, météo)	54.8%	22.6%	22.6%
Étiquetage et catégorisation de contenu basés sur le NLP pour soutenir les flux de travail éditoriaux	41.9%	38.7%	19.4%
Rédaction assistée par l'IA et reformulation pour plus de clarté et de nuances	25.8%	35.5%	38.7%
Algorithmes de recommandation de contenu basés sur les profils et le comportement des utilisateurs	38.7%	25.8%	35.5%
Modération par l'IA des commentaires des utilisateurs et des espaces communautaires en ligne	32.3%	35.5%	32.3%
Programmation des publications et génération de titres basées sur l'IA pour un engagement accru	45.2%	19.4%	35.5%
Plateformes tout-en-un alimentées par l'IA fournissant un produit fini (incorporant certaines ou toutes les fonctions ci-dessus)	58.1%	22.6%	19.4%

Le journalisme est le secteur qui offre le plus d'opportunités en matière d'« infrastructure linguistique ». La transcription/les résumés et la traduction/le sous-titrage sont majoritairement considérés comme des opportunités (environ 80-82 % d'opportunités élevées) avec une menace relativement faible. Cela reflète la réalité opérationnelle, à savoir que ces applications réduisent le temps consacré aux travaux mécaniques et améliorent l'accessibilité sans nécessairement remplacer le jugement éditorial.

Toutefois, le journalisme présente également des limites très nettes. La rédaction générative d'actualités courantes penche fortement vers la menace (61,4 % de menace élevée), ce qui indique qu'une fois que l'IA passe de l'assistance au traitement linguistique à la production de textes journalistiques, le risque perçu augmente fortement. Cela crée un clivage clair entre l'assistant et l'auteur dans la perception du journalisme. Un troisième groupe se situe dans un espace véritablement mixte. L'édition/affinage montre une forte part d'opportunité (40,5 %), mais aussi une part importante de menace et de neutralité, tandis que l'étiquetage/la catégorisation comporte un important degré d'incertitude (33,3 % de neutralité). Les algorithmes de recommandation et les outils de programmation et d'affichage des titres semblent très menaçants, ce qui suggère une certaine méfiance lorsque l'IA est liée à des incitations à la distribution et à l'optimisation de l'engagement plutôt qu'à une aide à l'établissement de rapports de base.

Par rapport à tous les autres secteurs, les journalistes considèrent le plus clairement l'IA comme une couche de productivité qui réduit la charge de travail mécanique et augmente l'accessibilité sans nécessairement remplacer le jugement. Et ce, jusqu'à ce que l'IA s'immisce dans la rédaction de contenu. Cette limite se ressent dans le renversement brutal en matière de rédaction générative des informations courantes, dominée par un sentiment de menace et qui aligne plus étroitement le secteur du journalisme sur les angoisses de remplacement exprimées par les équipes de tournage et le secteur de l'animation. Par rapport au secteur de la musique, le journalisme montre moins de réticences à l'égard des outils linguistiques « d'assistance », mais reste prudent à l'égard des systèmes liés à l'optimisation de l'engagement ou aux plateformes end-to-end. Dans l'ensemble, le journalisme est l'exemple le plus frappant d'un secteur séparant « l'IA qui soutient le

	INQUIET	NEUTRALITÉ	NON CONCERNÉ
Perte d'emploi et automatisation	67.7%	22.6%	9.7%
Rémunération et conditions de travail	80.6%	6.5%	12.9%
Autonomie créative et authenticité	80.6%	3.2%	16.1%
Droits de propriété intellectuelle	80.6%	9.7%	9.7%
Deepfakes et désinformation	93.5%	3.2%	3.2%
Préoccupations éthiques concernant les rapports automatisés	90.3%	6.5%	3.2%
Dégradation de la qualité du contenu journalistique	87.1%	3.2%	9.7%
Inégalités et accès aux outils d'IA	67.7%	16.1%	16.1%
Transparence et attribution des sources	80.6%	12.9%	6.5%
Utilisation abusive du contenu généré par l'IA	90.3%	6.5%	3.2%
Impact sur les syndicats et les négociations contractuelles	67.7%	9.7%	22.6%

Le profil de préoccupation du secteur du journalisme est dominé par l'**axe de la confiance du public**. Les « deepfakes » et la désinformation (93,5 %) constituent le pic le plus important, suivi de près par l'utilisation abusive de contenus générés par l'IA (90,3 %) et les préoccupations éthiques portant sur les rapports automatisés (90,3 %). Cela indique que les journalistes considèrent l'IA comme une menace sur le plan de la vérification, de la légitimité et de la responsabilité. Ces risques dépassent le cadre des rédactions et touchent le public et le débat démocratique.

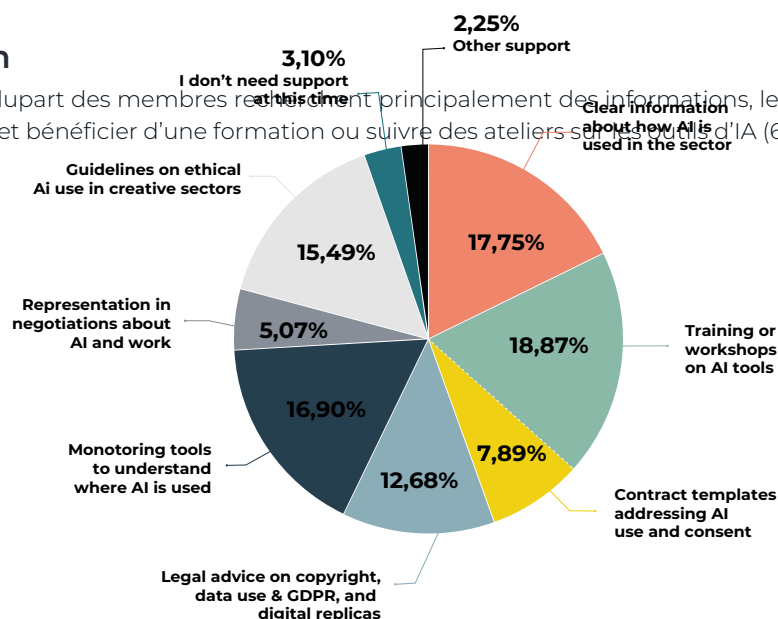
Parallèlement, le journalisme reste fortement marqué par les préoccupations de l'industrie : la propriété intellectuelle (80,6 %), la transparence/l'attribution (80,6 %) et la dégradation de la qualité (87,1 %) décrochent toutes des résultats très élevés. La différence par rapport à d'autres secteurs est que ces préoccupations sont étroitement liées aux critères de véracité et à la crédibilité plutôt qu'à l'identité (acteurs) ou à la paternité (animation).

FORMATION ET SOUTIEN

De tous les groupes, ce sont les journalistes qui déclarent le pourcentage le plus élevé de formations reçues de la part des employeurs. 27,8 % déclarent avoir reçu une formation de la part d'un employeur. La majorité (55,5 %) déclare ne pas avoir reçu de formation.

•• Soutien

Alors que la plupart des membres reçoivent principalement des informations, les journalistes aimeraient aller plus loin et bénéficier d'une formation ou suivre des ateliers sur les outils d'IA (64,5 %).



Dans les réponses ouvertes, on peut lire que « *c'est une nouvelle réalité ; toutes les informations que nous pouvons recueillir sont les bienvenues.* » Et que chaque « *journaliste doit rechercher les outils dont il a besoin et s'y former en fonction de ses besoins spécifiques. Rien de tout cela ne remplace la réflexion. En fait, cela ne fait que la stimuler.* » Une dernière demande a été formulée : « *une législation claire sur ce qui est ou n'est pas acceptable, des filigranes AI sur le contenu, et BEAUCOUP PLUS d'éducation numérique, à la fois pour nous-mêmes et pour le public.* »



FEJ SYNDICATS

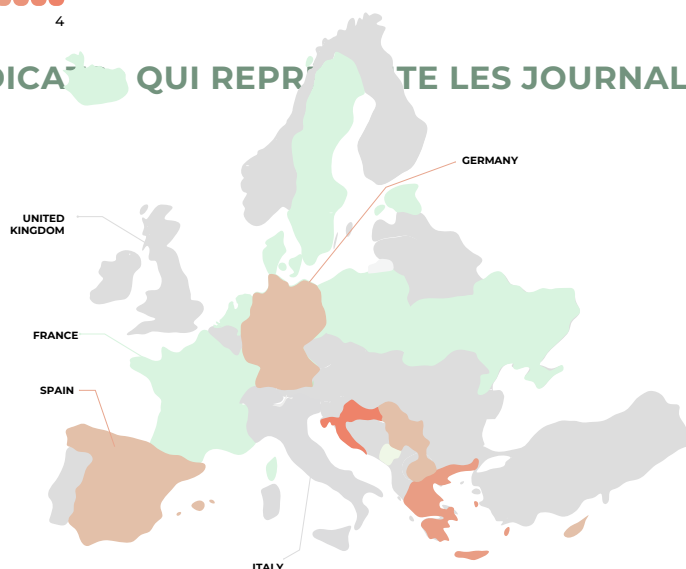
Répondants : 30 syndicats de journalistes

Focus géographique : 19 pays européens

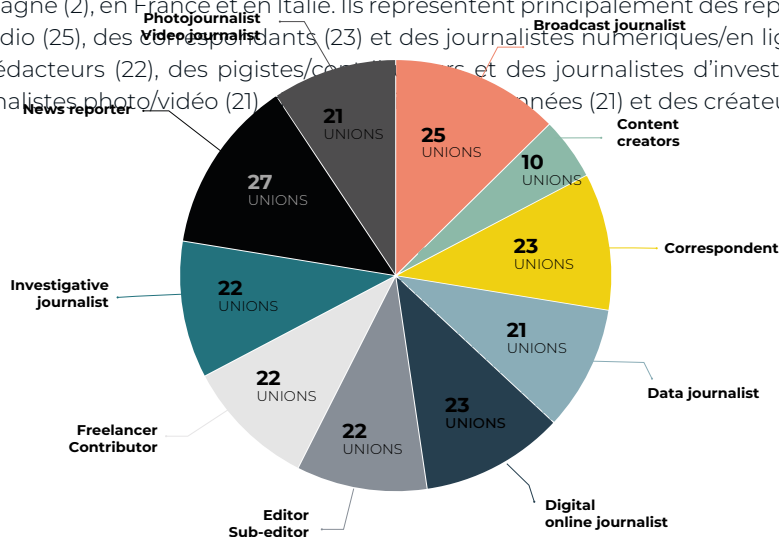
Fédération : EFJ (Fédération européenne des journalistes)



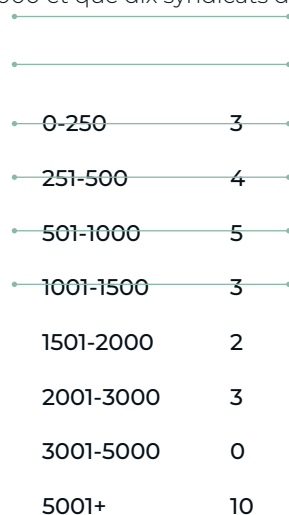
PROFIL DES SYNDICATS QUI REPRESENTENT LES JOURNALISTES ?



Ces données montrent que l'enquête menée auprès des syndicats de journalistes couvre un large éventail européen et un large éventail de fonctions journalistiques. Les syndicats ayant répondu sont actifs en Finlande (2), en Serbie (2), en Grèce (3), à Chypre (2), en Islande, en Allemagne (2), en Estonie, au Monténégro, en Croatie (4), en Suisse, aux Pays-Bas, en Macédoine du Nord (2), au Luxembourg, en Suède, en Ukraine, au Danemark, en Espagne (2), en France et en Italie. Ils représentent principalement des reporters (27 syndicats), des journalistes radio (25), des journalistes vidéo (23) et des journalistes numériques/en ligne (23 chacun), des rédacteurs/sous-rédacteurs (22), des pigistes/contributeurs (22) et des journalistes d'investigation (22 chacun), ainsi que des journalistes photo/vidéo (21) et des créateurs de contenu (10).

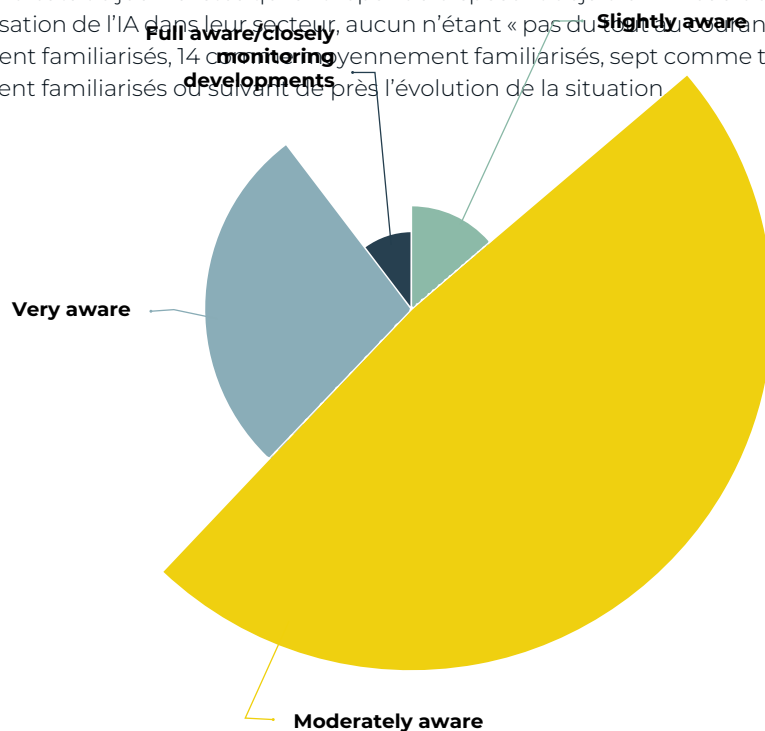


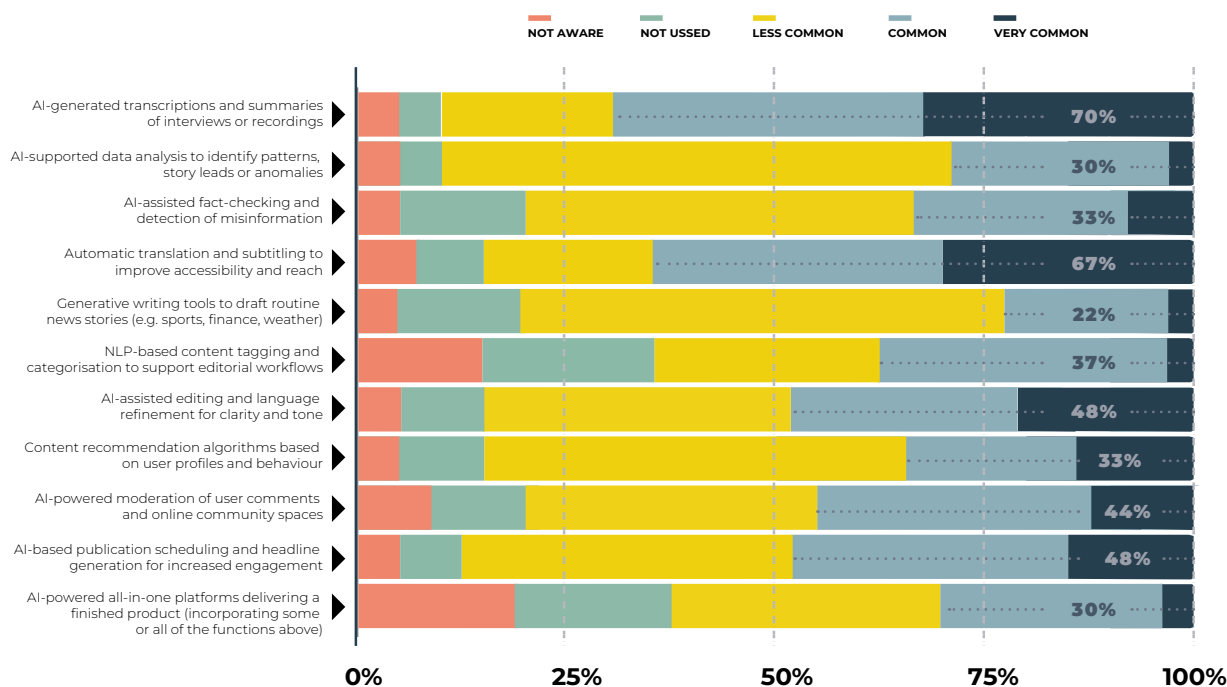
Les syndicats de journalistes qui ont répondu vont de la très petite à la très grande organisation, avec un groupe notable à l'extrémité supérieure. Trois syndicats comptent de 0 à 250 membres, quatre de 251 à 500, cinq de 501 à 1000, trois de 1001 à 1500, deux de 1501 à 2000 et trois de 2001 à 3000, tandis qu'aucun syndicat ne se situe dans la tranche des 3001 à 5000 et que dix syndicats déclarent plus de 5001 membres.



SENSIBILISATION À L'IA :

La plupart des syndicats de journalistes qui ont répondu disposent déjà d'un niveau de connaissance modéré en matière d'utilisation de l'IA dans leur secteur, aucun n'étant « pas du tout conscient ». Quatre se décrivent comme légèrement familiers, 14 comme moyennement familiers, sept comme très familiers et deux comme pleinement familiers ou suivant de près l'évolution de la situation.





Les syndicats de journalistes décrivent un secteur où l'IA est déjà devenue une infrastructure d'assistance de routine, tandis que l'automatisation à plus grande échelle reste limitée et moins cohérente. Pour la quasi-totalité des outils, les scores des propositions « pas au courant » et « pas utilisé » sont faibles (environ 7 % et 11 % en moyenne), ce qui signifie que la plupart des syndicats connaissent des cas d'utilisation concrets dans les rédactions plutôt que des possibilités abstraites.

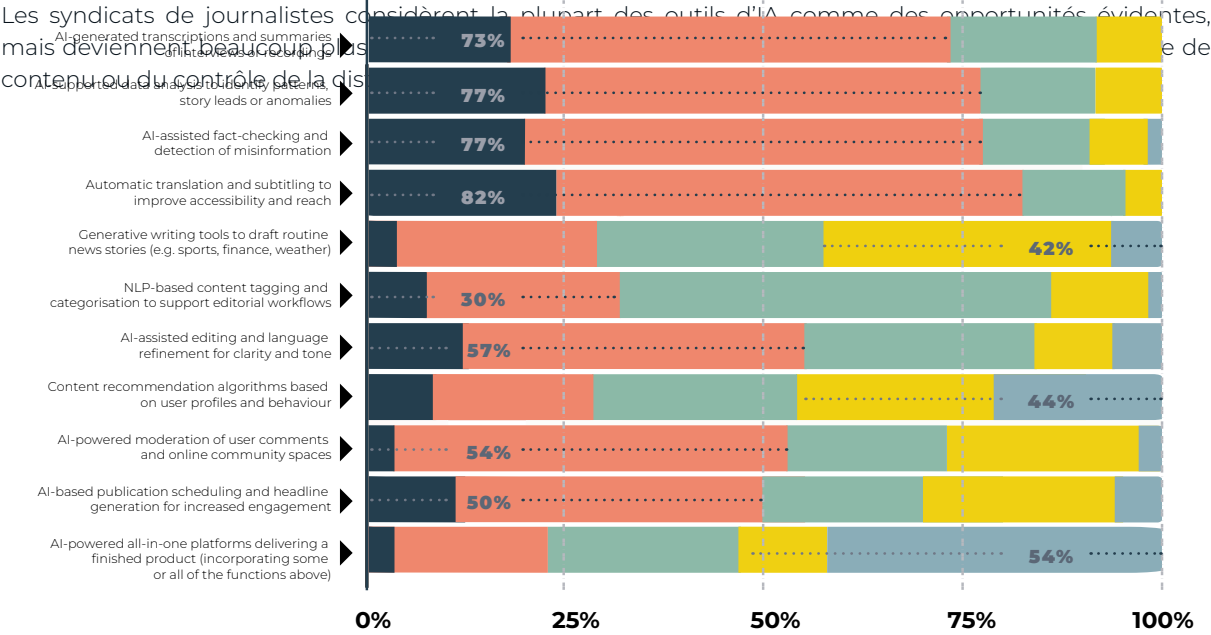
L'adoption la plus forte concerne les outils qui réduisent directement la contrainte temporelle dans les tâches essentielles : les transcriptions et les résumés générés par l'IA, la traduction et le sous-titrage automatiques, ainsi que l'analyse des données assistée par l'IA, décrochent tous des résultats élevés combinés à des scores « courants » et « très courants » (la traduction et le sous-titrage automatiques pour améliorer l'accessibilité et la portée obtiennent un score combiné de 67 %, et les transcriptions et les résumés d'interviews ou d'enregistrements générés par l'IA décrochent un score de 70 % pour les mentions « courant » et « très courant »), ce qui indique qu'ils sont désormais intégrés dans les flux de travail quotidiens de la production et du reportage.

Les outils de marquage de contenu et d'affinage linguistique basés sur le NLP sont également largement utilisés et, dans une moindre mesure, les algorithmes de recommandation et les outils de modération des commentaires, qui opèrent davantage en arrière-plan des flux éditoriaux, mais sont de plus en plus considérés comme des éléments standard de l'édition numérique. En revanche, les outils de rédaction générative pour les articles de routine, et en particulier les plateformes tout-en-un alimentées par l'IA qui peuvent fournir un produit fini, affichent des résultats plus élevés pour les mentions « peu courant » et « non utilisé » et des scores très faibles pour la mention « très courant », ce qui suggère une position prudente et expérimentale à l'égard des outils qui sont plus proches de remplacer l'écriture journalistique que de l'assister. Néanmoins,

	UTILISATION	JE NE CONNAIS PAS
Transcriptions et résumés d'interviews ou d'enregistrements générés par l'IA	70%	4%
Analyse de données assistée par l'IA pour identifier des modèles, des conducteurs de récit ou des anomalies	30%	4%

Vérification des faits et détection de la désinformation assistées par l'IA	33%	4%
Traduction et sous-titrage automatiques pour améliorer l'accessibilité et la portée de l'information	67%	7%
Outils d'écriture générative pour rédiger des articles portant sur l'actualité courante (par exemple, sports, finances, météo)	22%	4%
Étiquetage et catégorisation de contenu basés sur le NLP pour soutenir les flux de travail éditoriaux	37%	15%
Rédaction assistée par l'IA et reformulation pour plus de clarté et de nuances	48%	4%
Algorithmes de recommandation de contenu basés sur les profils et le comportement des utilisateurs	33%	4%
Modération par l'IA des commentaires des utilisateurs et des espaces communautaires en ligne	44%	7%
Programmation des publications et génération de titres basées sur l'IA pour un engagement accru	48%	4%
Plateformes tout-en-un alimentées par l'IA fournissant un produit fini (incorporant certaines ou toutes les fonctions ci-dessus)	30%	19%

PERCEPTION



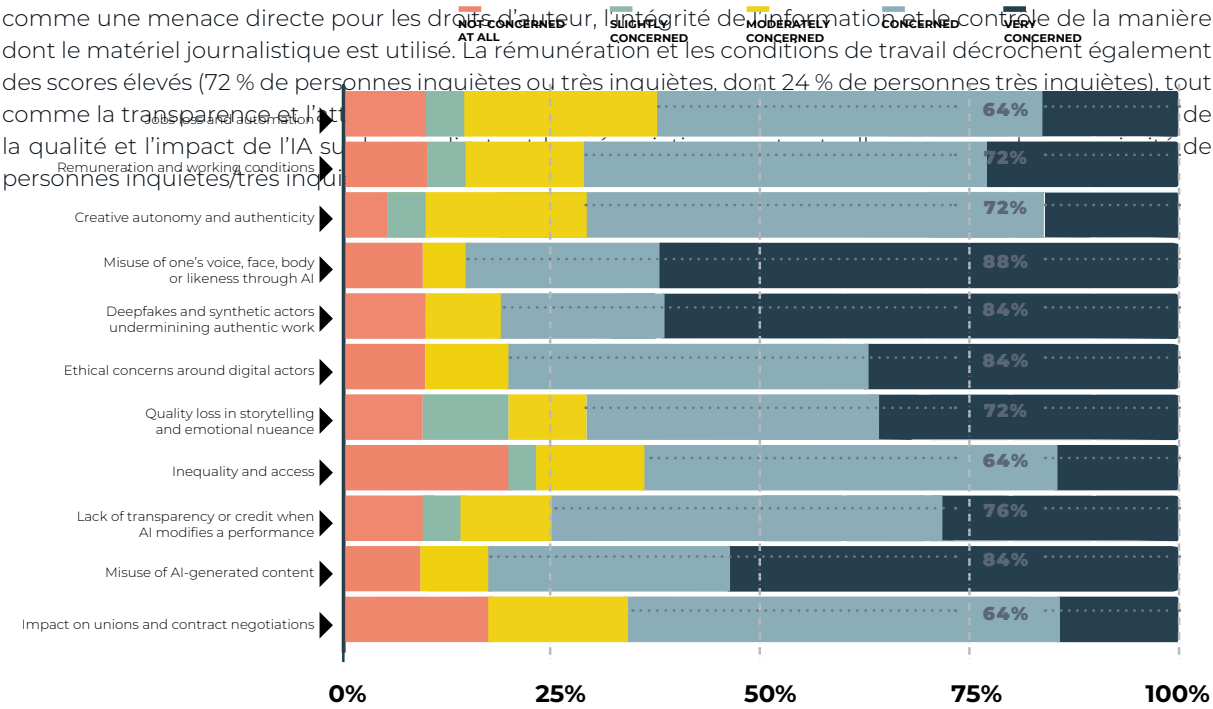
Pour presque toutes les applications, la part combinée de « grande opportunité » et d'« opportunité » est élevée (environ 53 % en moyenne), en particulier pour les transcriptions et les résumés générés par l'IA, l'analyse de données assistée par l'IA, et la traduction et le sous-titrage automatiques, qui sont largement considérés comme des moyens de gagner du temps et d'élargir l'accès sans pour autant remplacer les journalistes. Un grand nombre de syndicats est également favorable à l'amélioration linguistique assistée par l'IA et à certains outils de modération et de programmation, tout en restant largement neutre quant

	OPPORTUNITÉ	NEUTRALITÉ	MENACE
Transcriptions et résumés d'interviews ou d'enregistrements générés par l'IA	73%	17%	10%
Analyse de données assistée par l'IA pour identifier des modèles, des conducteurs de récit ou des anomalies	77%	13%	10%
Vérification des faits et détection de la désinformation assistées par l'IA	77%	13%	10%
Traduction et sous-titrage automatiques pour améliorer l'accessibilité et la portée de l'information	82%	12%	6%
Outils d'écriture générative pour rédiger des articles portant sur l'actualité courante (par exemple, sports, finances, météo)	27%	31%	42%
Étiquetage et catégorisation de contenu basés sur le NLP pour soutenir les flux de travail éditoriaux	30%	56%	15%
Rédaction assistée par l'IA et reformulation pour plus de clarté et de nuances	57%	25%	18%
Algorithmes de recommandation de contenu basés sur les profils et le comportement des utilisateurs	30%	26%	44%
Modération par l'IA des commentaires des utilisateurs et des espaces communautaires en ligne	54%	19%	27%
Programmation des publications et génération de titres basées sur l'IA pour un engagement accru	50%	21%	29%
Plateformes tout-en-un alimentées par l'IA fournissant un produit fini (incorporant certaines ou toutes les fonctions ci-dessus)	23%	23%	54%
Moyenne	53%	23%	24%

PRÉOCCUPATIONS :

Les syndicats de journalistes font état d'un niveau d'inquiétude élevé à l'égard de l'IA dans tous les domaines de risque étudiés, très peu de personnes interrogées ne se déclarant pas inquiètes. Pour chaque question, aucun syndicat ne se dit « pas du tout inquiet ». En moyenne, plus de 75 % se classent dans les catégories « inquiet » ou « très inquiet », et seules de petites minorités se classent dans les catégories « légèrement inquiet » ou « modérément inquiet » (16 % au total). Les scores les plus élevés dans la catégorie « très inquiet » concernent les droits de propriété intellectuelle (60 %), les « deepfakes » et la désinformation (60 %), et la mauvaise utilisation du contenu généré par l'IA (52 %), ce qui indique que les syndicats considèrent l'IA

comme une menace directe pour les droits d'auteur, l'intégrité de l'information et le contenu de la manière dont le matériel journalistique est utilisé. La rémunération et les conditions de travail décrochent également des scores élevés (72 % de personnes inquiètes ou très inquiètes, dont 24 % de personnes très inquiètes), tout comme la transparence et l'impact de l'IA sur la qualité et l'impact de l'IA sur les personnes inquiètes/très inquiètes.



	PAS OU PEU INQUIET	NEUTRE	INQUIET OU TRÈS INQUIET
Perte d'emploi et automatisation	12%	24%	64%
Rémunération et conditions de travail	12%	16%	72%
Autonomie créative et authenticité	8%	20%	72%
Droits de propriété intellectuelle	8%	4%	88%
Deepfakes et désinformation	8%	8%	84%
Préoccupations éthiques concernant les rapports automatisés	8%	8%	84%
Dégradation de la qualité du contenu journalistique	16%	12%	72%
Inégalités et accès aux outils d'IA	24%	12%	64%
Transparence et attribution des sources	12%	12%	76%
Utilisation abusive du contenu généré par l'IA	8%	8%	84%
Impact sur les syndicats et les négociations contractuelles	16%	20%	64%
Moyenne	12%	13%	75%

Dans les réponses ouvertes, les syndicats de journalistes expriment un fort sentiment d'anxiété et d'impréparation face à l'impact de l'IA sur leur profession. Les principales préoccupations concernent l'absence de stratégie ou de réglementation, les menaces qui pèsent sur les droits d'auteur et la détérioration de la qualité et de l'autonomie journalistiques. Un thème récurrent est que le secteur des médias réagit sans orientation ou politique globale : **« Il n'y a pas de stratégie ou de flux de travail en matière d'IA, seulement des déclarations de presse ad hoc et un mode de pensée qui suit le courant. »** Les personnes interrogées soulignent que les décideurs sous-estiment l'urgence de la formation à l'IA des journalistes et du public, alors que la désinformation et les « deepfakes » se répandent rapidement.

Le contexte grec illustre la manière dont les structures économiques et de propriété peuvent amplifier les effets négatifs de l'IA : **« Les riches armateurs qui possèdent des médias et des équipes de football ne se soucient pas vraiment de la qualité de l'information, mais ils s'intéressent à la réduction des dépenses. C'est pourquoi, s'ils réalisent qu'avec l'utilisation de l'IA, ils peuvent licencier des journalistes et réduire leurs dépenses, ils le feront facilement. »**

Plusieurs syndicats soulignent le déséquilibre des pouvoirs entre les employeurs et les travailleurs et le manque de capacité à défendre les droits professionnels : **« Je crois simplement que nous ne sommes pas suffisamment préparés aux changements ; jusqu'à présent, ils sont absolument en faveur des employeurs, et nous ne sommes pas assez forts pour défendre les droits des travailleurs, les droits professionnels, les droits d'auteur et, finalement, peut-être même les droits de l'homme. »**

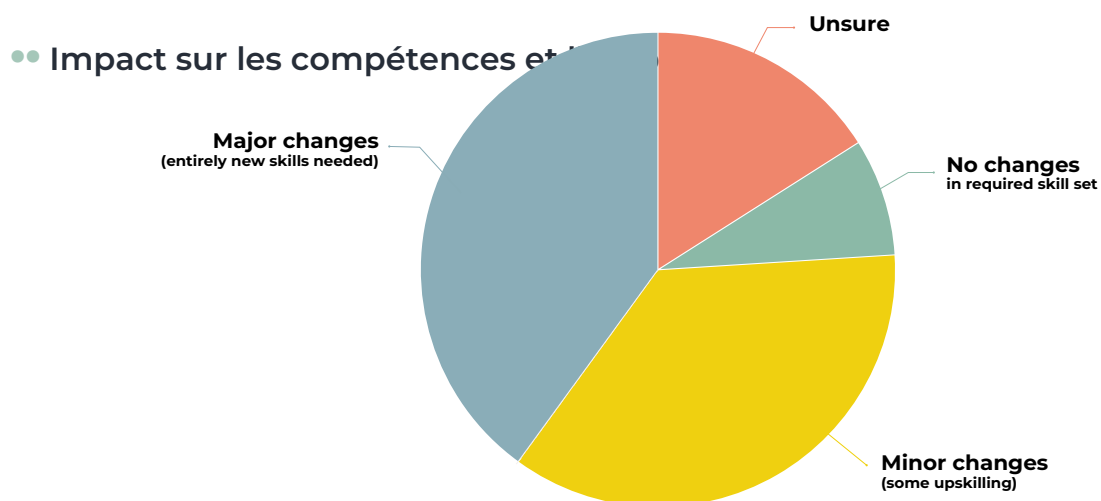
L'Union nationale des journalistes d'Ukraine (NUJU) souligne, sur la base d'une expérience directe, que l'IA présente des risques pour la sécurité et la désinformation en temps de guerre : **« La NUJU a évalué les risques sur la base de l'expérience réelle des journalistes ukrainiens... en soulignant le plus haut niveau de préoccupation en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle en raison du manque de clarté de la législation et de l'utilisation du travail journalistique pour former l'IA sans consentement, et en ce qui concerne les deepfakes et la désinformation en tant que problème de sécurité nationale en raison de l'utilisation massive de fausses vidéos par la Russie. »**

Les syndicats établissent également un lien entre l'IA et le déclin économique actuel du journalisme et la domination des plateformes : **« Le nombre de journalistes a diminué depuis l'avènement de l'internet. Ensuite, la plateformesation a rendu la monétisation du contenu journalistique encore plus difficile. L'IA va accélérer cette tendance... Les applications d'IA telles que AI Overview de Google vont accélérer ce processus, car le moteur de recherche exploite désormais le contenu lui-même au mépris de sa base juridique, à savoir le droit d'auteur des œuvres journalistiques. »**

Une autre préoccupation commune est l'impact sur la qualité, l'éthique et l'indépendance créative : **« Le recours croissant aux outils d'IA dans la production d'informations a conduit à un contenu plus rapide, mais souvent moins profond, avec moins de contexte et moins de sources vérifiées.... L'impact de l'IA sur l'indépendance créative constitue une autre préoccupation majeure. À mesure que les textes, les images et les vidéos générés par l'IA se multiplient, il devient plus difficile de distinguer les contenus créés par l'homme de ceux créés par la machine. »**

Enfin, l'un des plus petits syndicats (l'Association estonienne des journalistes) affirme que le contexte local réduit les défis d'un côté, mais crée d'autres inquiétudes : **« Nous ne nous préoccupons pas des négociations, car nous ne sommes pas en mesure de le faire pour l'instant en raison du nombre insuffisant de membres dans les grands médias privés. Mais nous nous inquiétons de questions plus générales telles que la désinformation, les fausses informations et l'utilisation abusive du contenu de l'IA, qui réduisent la qualité et la fiabilité du journalisme, ainsi que la propriété intellectuelle et les droits d'auteur, qui tendent à être violés. La perte d'emploi est une préoccupation modérée, car elle n'a pour l'instant que peu d'impact, mais l'augmentation de la charge de travail est un problème plus important. Les problèmes éthiques sont de deux ordres : la violation des règles d'éthique du journalisme, avec l'automatisation des reportages, et**

l'éthique en tant que telle. L'inégalité est davantage un problème entre petits et grands médias et n'est pas vraiment un sujet. »



Les syndicats de journalistes sont largement d'accord sur le fait que l'IA transforme les exigences en matière de compétences, mais ils insistent sur le fait que les compétences journalistiques de base doivent rester centrales.

La plupart des syndicats s'attendent à ce que les compétences requises changent au moins en partie, et nombre d'entre eux parlent d'un changement plutôt que d'une simple **« amélioration des compétences »**. Plusieurs notent que les journalistes apprennent déjà de nouveaux outils **« au fur et à mesure », car « on ne peut pas survivre autrement »**, en particulier dans les rôles impliquant la recherche de données et la production numérique. Les syndicats soulignent également que certaines tâches, telles que le montage final ou la synthèse, pourraient partiellement disparaître, tandis que d'autres, telles que le journalisme de données, la rédaction de messages et les compétences d'investigation basées sur l'IA, prendraient plus d'importance. Parallèlement, quelques organisations admettent qu'elles **« n'ont pas encore de flux de travail ou de stratégie »**, ou qu'elles **« n'ont pas encore pris de position définitive concernant l'IA »**, ce qui témoigne d'une préparation institutionnelle inégale.

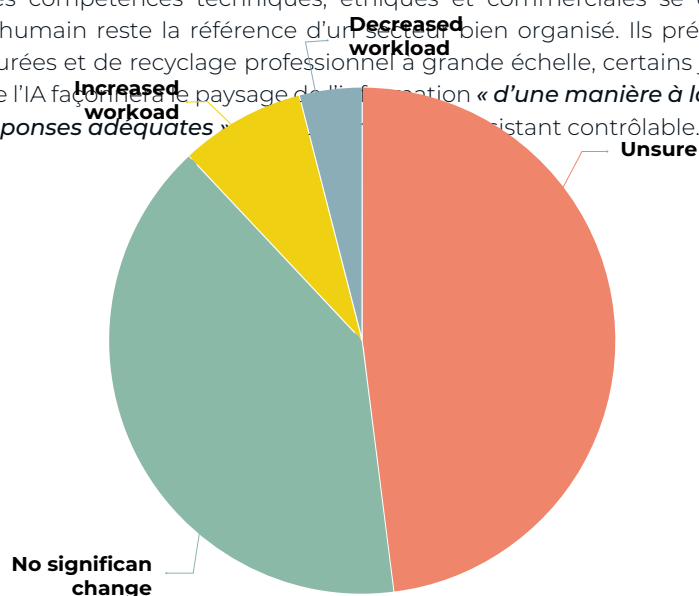
Les réponses ouvertes mettent en évidence un double mouvement : L'IA en tant qu'infrastructure incontournable et l'IA en tant que moteur d'un changement professionnel plus profond. Un syndicat écrit que **« l'IA modifie tous les emplois, de sorte que, selon nous, tous nos membres doivent avoir connaissance et être familiarisés avec les outils et les risques de l'IA »**, arguant que l'IA doit également être intégrée dans les programmes de négociation collective. Un autre souligne que **« les journalistes travaillant dans ou avec des organes de presse ont tendance à se familiariser avec les nouveaux outils au fur et à mesure »**, mais que l'impact diffère selon le rôle, avec **« un impact plus important au niveau de la recherche de données. »** Un commentaire approuvé par la TUCJ indique : **« Il n'y a pas de demandes spécifiques, mais reconnaissant les changements, le syndicat a lancé un projet de développement numérique qui inclura également une assistance en matière d'IA pour les membres, et nous développons un représentant de l'IA pour les aider en cas de problèmes ou questions de base liés au travail syndical et aux droits des travailleurs. »**

Plusieurs syndicats soulignent que la transformation va au-delà de l'apprentissage de logiciels et touche à l'identité du journalisme. Elle doit être considérée comme un problème systémique complexe qui n'a pas de

solution facile. Comme l'explique ce syndicat du Monténégro (TUMM), « *notre syndicat reconnaît que l'IA modifie profondément les besoins en compétences des professionnels des médias. On attend désormais des journalistes et autres professionnels des médias non seulement qu'ils utilisent des outils d'IA, mais aussi qu'ils comprennent le fonctionnement de ces technologies : comment elles collectent, traitent et apprennent à partir des données....L'IA est en train de devenir un facteur dominant dans l'élaboration du flux d'informations, à une époque où la confiance du public dans les médias est déjà instable. L'IA est là pour rester, mais c'est à nous de décider si elle reste un assistant ou si elle continue à conduire des changements dans le domaine de l'information - changements auxquels, à mon avis, nous n'avons pas encore trouvé de réponses adéquates.* » L'Union nationale des journalistes d'Ukraine décrit de la même manière le « *journaliste du futur* » comme un hybride entre un reporter et un analyste numérique qui combine la maîtrise de l'IA, les compétences en matière de données, la détection de deepfakes et l'éthique de l'IA avec les compétences traditionnelles telles que l'investigation, le contexte, l'éthique et le courage.

Dans le même temps, les syndicats soulignent l'importance du contexte et de la culture médiatique nationale. Une réponse grecque note que de nombreux patrons de presse ont « *plus de 50 ans et disposent de compétences vieille école* » et *n'exigent pas de compétences en matière d'IA, tandis que les jeunes journalistes « utilisent certainement l'IA »* mais n'en parlent pas, de sorte que le changement reste informel et dissimulé. Un autre syndicat d'un pays nordique souligne le besoin « *d'outils d'apprentissage continu* » et « *d'une variété d'experts pour nous enseigner* », arguant que les emplois sont menacés si les journalistes n'assurent pas une « *supervision humaine.* »

Dans l'ensemble, les syndicats considèrent que l'IA oblige le journalisme à évoluer vers un éventail de compétences où les compétences techniques, éthiques et commerciales se développent, mais où le jugement éditorial humain reste la référence d'un travail bien organisé. Ils préviennent qu'en l'absence de stratégies structurées et de recyclage professionnel à grande échelle, certains journalistes perdront leur compétitivité, et que l'IA façonne le paysage de l'information « *d'une manière à laquelle nous n'avons pas encore trouvé de réponses adéquates* ».



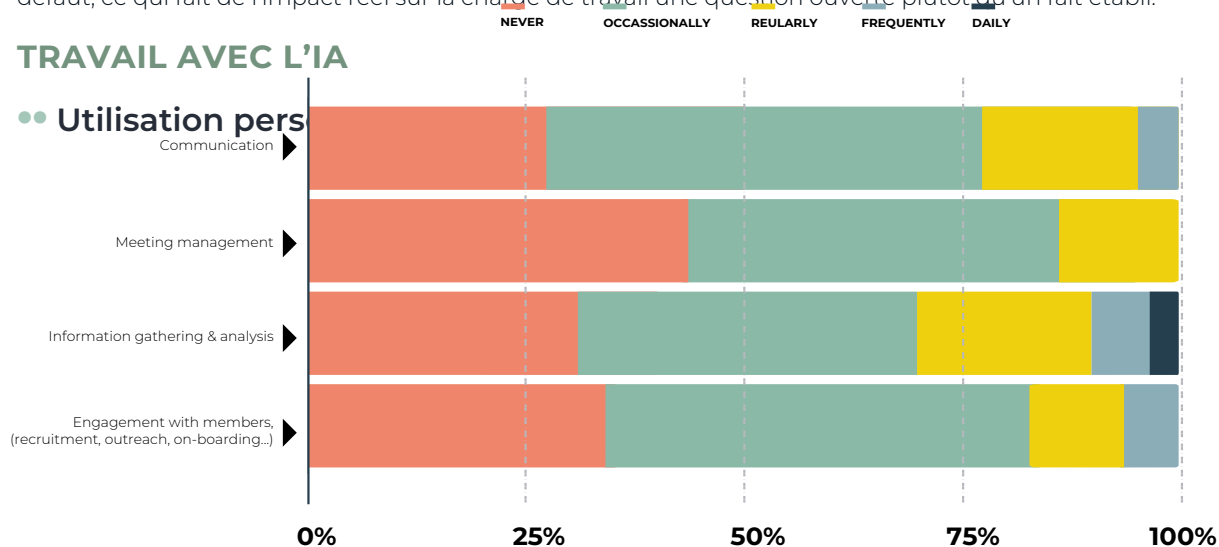
Les syndicats de journalistes décrivent l'impact de l'IA sur la charge de travail comme mitigé et très incertain, avec des changements évidents dans la manière dont le travail est effectué, mais sans consensus sur la quantité de travail.

Dans les faits, plusieurs syndicats déclarent qu'ils « *ne peuvent pas affirmer avec certitude que la charge de travail a augmenté ou diminué pour tout le monde* » et qu'ils « *ne disposent pas encore de chiffres clairs* », soulignant la nécessité de mener d'autres enquêtes et des projets de recherche continus avant de tirer

des conclusions définitives. Beaucoup soulignent que l'IA est encore inégalement adoptée : dans certains pays, « *l'IA n'est pas largement utilisée dans les rédactions* », certains syndicats « *n'ont pas encore fait de recherches sur ce sujet* » ou « *n'ont pas encore pris de position définitive* », et des contacts informels dans certaines salles de rédaction montrent que « *personne ne parle de l'IA*. » Lorsque l'IA est utilisée, ses effets diffèrent selon le rôle, le débouché et la qualité de l'outil : un syndicat note que « *l'IA n'a pas encore entraîné de licenciements et est intégrée dans le travail des rédacteurs* », qui utilisent le temps gagné pour « *d'autres tâches afin d'améliorer leur qualité ou leurs recherches* », tandis qu'un autre observe que l'IA « *a changé la manière dont le travail est effectué* » plutôt que le volume, permettant de gagner du temps pour certaines tâches, mais nécessitant d'en consommer davantage lorsque les processus pilotés par l'IA sont encore en cours d'élaboration.

Sur le plan de l'interprétation, les syndicats soulignent des expériences divergentes entre les générations, les types de contrats et les cultures éditoriales. Les jeunes journalistes « *expérimentent l'IA et certains d'entre eux l'utilisent sans le dire* », tandis que « *les collègues plus âgés... ne sont pas très confiants envers les outils d'IA et évitent donc de les utiliser* », créant ainsi des pratiques cachées et individualisées en matière d'IA, sans orientation institutionnelle. Certains syndicats avertissent que cette adoption informelle peut entraîner un surcroît de travail et de nouveaux risques : les rédacteurs peuvent être confrontés à une charge de travail supplémentaire parce qu'ils doivent vérifier les faits générés par l'IA (« *nous demandons aux journalistes d'être des conservateurs et des vérificateurs de faits* »), et le cas d'un article publié accidentellement avec un commentaire ChatGPT visible a déclenché des critiques publiques et soulevé des inquiétudes quant à la surveillance et à la transparence. D'autres soulignent que la question essentielle n'est pas de savoir si l'IA permet de gagner du temps, mais comment ce temps est utilisé : il peut être converti soit en missions plus nombreuses et en exigences des employeurs, soit en recherches plus approfondies, en meilleure qualité et en un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, en fonction des politiques des rédactions et des résultats des négociations. Dans l'ensemble, les syndicats considèrent que l'IA remodèle déjà les flux de travail, mais ils soulignent que des données systématiques et des cadres institutionnels clairs font encore défaut, ce qui fait de l'impact réel sur la charge de travail une question ouverte plutôt qu'un fait établi.

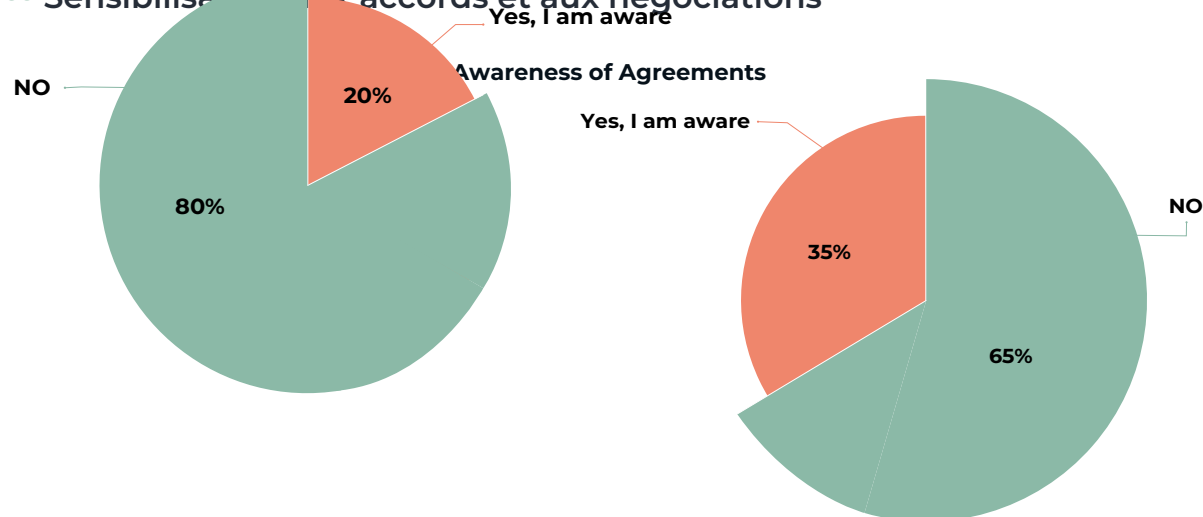
TRAVAIL AVEC L'IA



Les syndicats de journalistes utilisent déjà l'IA dans leurs propres activités, mais principalement de manière légère et occasionnelle plutôt que comme un outil de base quotidien. Entre environ un tiers et près de la moitié n'utilisent jamais l'IA pour la communication, les réunions, l'analyse des informations ou l'engagement des membres, tandis que le groupe le plus important dans ces quatre domaines utilise l'IA occasionnellement (environ 40-50 % pour les quatre tâches énumérées), et que seule une petite minorité déclare l'utiliser régulièrement, fréquemment ou quotidiennement.

L'utilisation moyenne « fréquente » ou « quotidienne » des outils d'IA par les syndicats de la FEJ est assez faible par rapport à d'autres syndicats d'autres fédérations. Alors que les syndicats de la FEJ obtiennent une moyenne de 7 % (utilisation quotidienne ou fréquente), les syndicats de l'UNI MEI atteignent 18 % et ceux de la FIM 10 %. C'est au sein de la FIA que l'utilisation régulière de l'IA par les syndicats eux-mêmes est la plus faible : seuls 4 % d'entre eux déclarent l'utiliser au moins fréquemment.

• Sensibilisation aux accords et aux négociations



Certains syndicats de journalistes intègrent déjà explicitement l'IA dans les négociations collectives et les négociations sur les droits d'auteur, en mettant l'accent sur la rémunération et les droits. Plusieurs signalent que les droits d'auteur et l'impact de l'IA sur la production de contenu et la rémunération sont désormais des « sujets brûlants » à la table des négociations, que des clauses relatives à l'IA sont introduites dans les négociations collectives sur le travail et les positions collectives sur les droits d'auteur pour les indépendants, et que les syndicats négocient des directives et des lignes directrices pour les salles de rédaction, tant au niveau national que fédéral. Parmi les exemples concrets, citons un accord de licence au sein du groupe Shibsted¹ prévoyant l'octroi de sous-licences à OpenAI, des négociations sur la rémunération menées par l'intermédiaire d'organisations de gestion collective et un cycle de négociations nationales dans le cadre duquel un syndicat demande explicitement un accord national sur l'utilisation de l'IA dans le journalisme.

Les syndicats sont également prêts à porter l'affaire devant les tribunaux. Voir, par exemple, le procès² contre l'éditeur du Süddeutsche Zeitung. Un autre syndicat déclare : « **Nous introduisons maintenant ces sujets dans nos négociations collectives de travail et dans notre position collective sur les droits d'auteur vis-à-vis des entreprises de médias pour les indépendants.** » D'autres laissent les organismes de gestion collective (OGC) s'occuper des questions de droits d'auteur. « **Les négociations sur les rémunérations sont menées par les Organismes de Gestion Collective et les conditions de travail seront abordées lors des négociations collectives.** » Un syndicat était en cours de négociation lorsqu'il a répondu à cette enquête et parmi ses demandes figurait « **un accord national sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le journalisme.** »

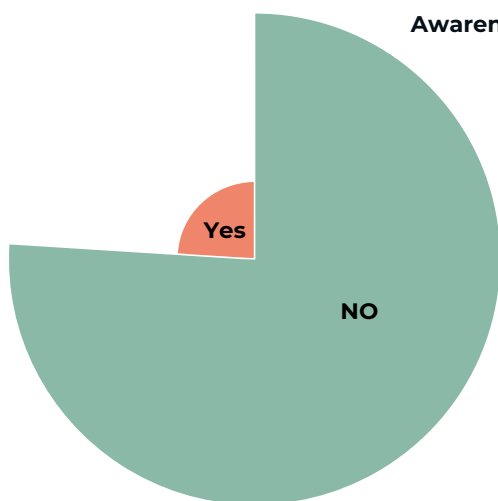
• Participation aux négociations collectives

Une minorité de syndicats de journalistes abordent déjà la question de l'IA dans le cadre des négociations et du soutien contractuel, tandis que la plupart ne sont pas encore actifs dans ces domaines. Six syndicats déclarent avoir participé à des négociations collectives sur l'utilisation de l'IA, les conditions de travail ou la rémunération (vs 19 qui ne l'ont pas fait), et cinq ont donné des conseils ou rédigé des modèles de contrats liés à l'IA ou des outils d'aide similaires pour leurs membres (vs 20 qui ne l'ont pas fait).

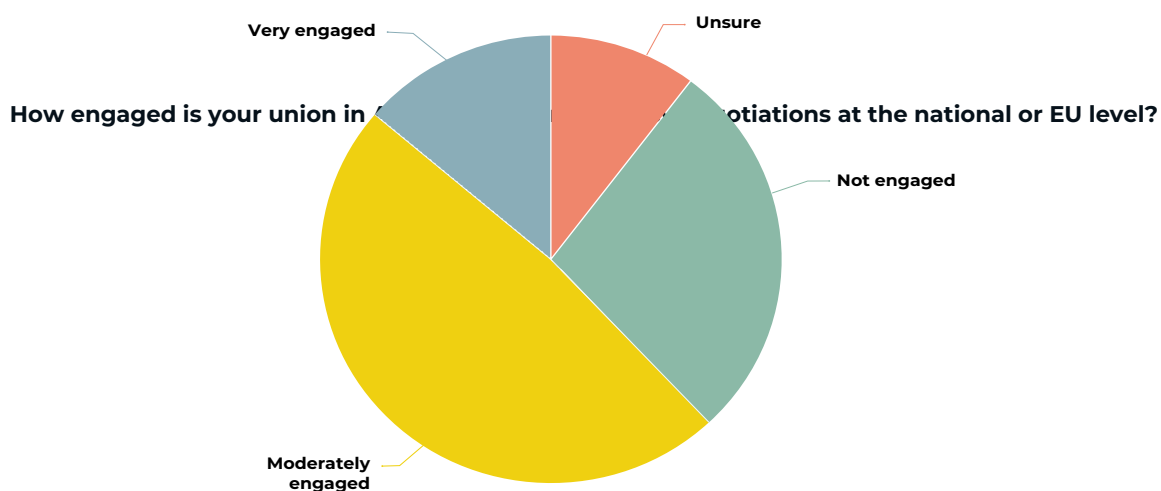
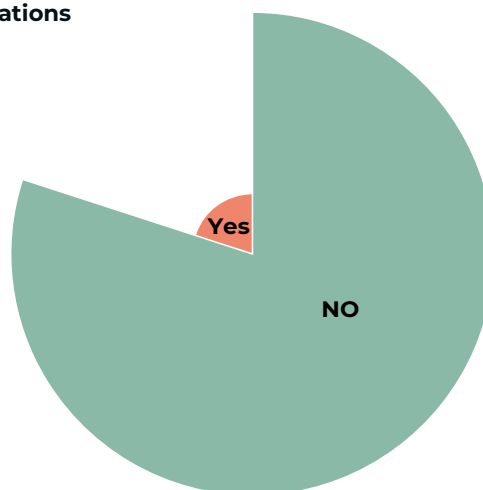
¹ <https://schibsted.com/news/schibsted-media-partners-with-openai/>

² <https://www.djv.de/medienpolitik/kuenstliche-intelligenz/sz-klage/>

Has your union been involved in collective bargaining related to AI use, impact on working condition and/or remuneration?



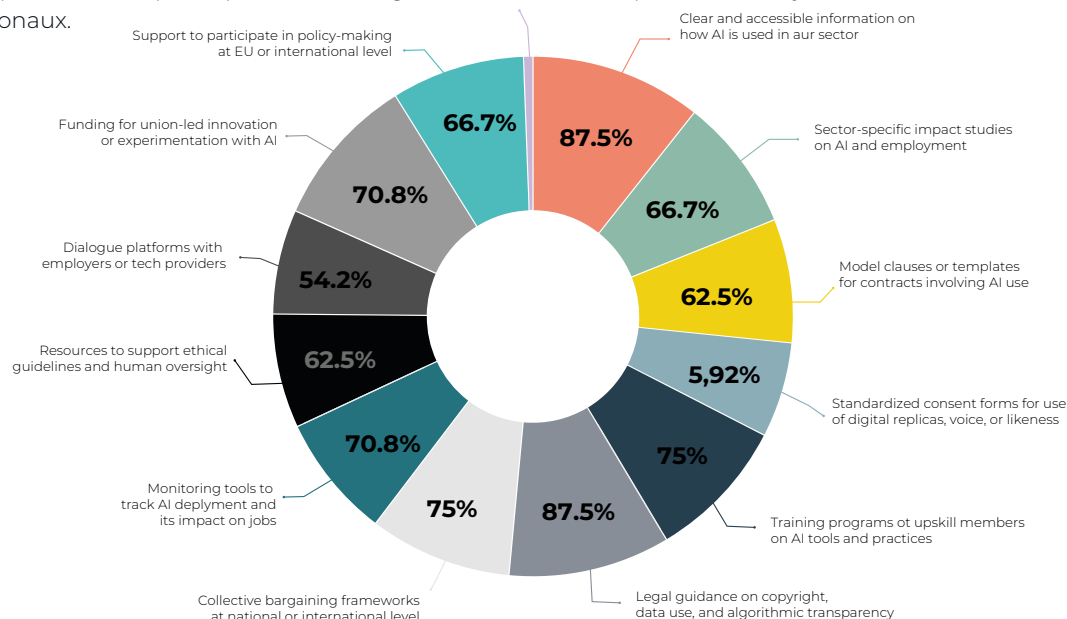
Has your union been involved in advising and or drafting contract (templates) or other forms of support to members related AI use, impact on working conditions and/or remuneration



Plusieurs syndicats de journalistes participent déjà à l'élaboration de politiques et de normes liées à l'IA au niveau national et international. Parmi les exemples, on peut citer les syndicats qui ont contribué à la rédaction d'un code de pratique sur l'IA et d'une politique de l'OSCE sur les médias et l'IA³, ceux qui participent à des initiatives parlementaires sur l'IA et la liberté des médias, les organisations qui rencontrent régulièrement les députés européens pour aborder la réglementation de l'UE, et les syndicats qui mènent des projets et

³ https://rfom.osce.org/sites/default/files/f/documents/e/3/598525_1.pdf

des publications spécifiques sur l'intelligence artificielle et la protection du journalisme dans leurs contextes nationaux.

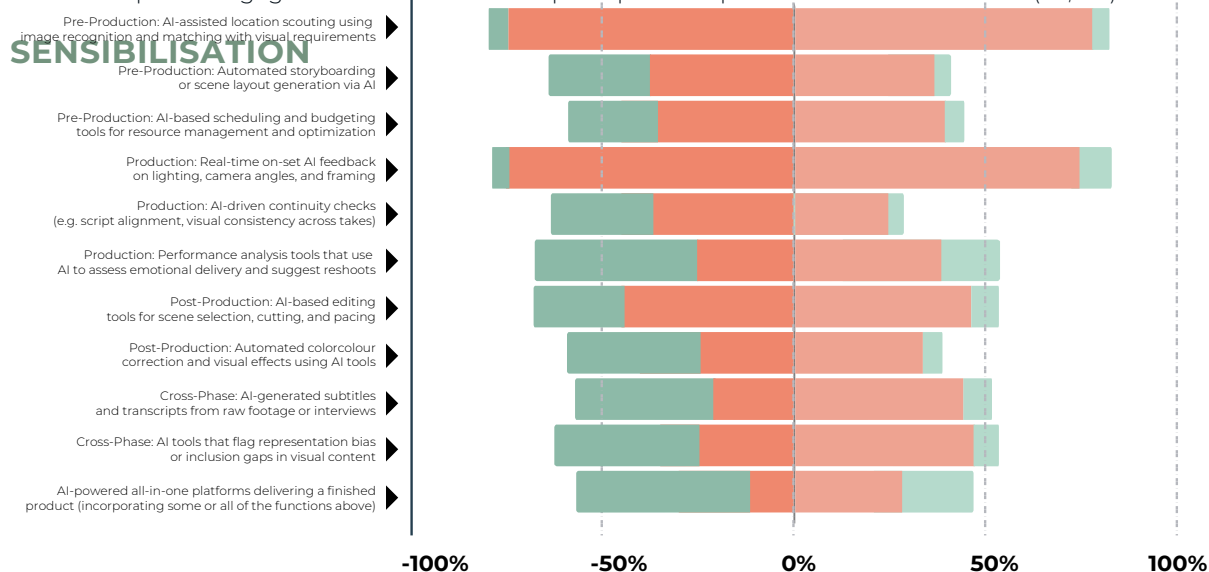


Les syndicats de journalistes expriment des besoins de soutien très vastes et intenses en matière d'IA, centrés sur l'information, les outils juridiques et la capacité de négociation. Presque tous (87,5 %) souhaitent des informations claires et accessibles sur la manière dont l'IA est utilisée dans le secteur des médias, et le même pourcentage (87,5 %) demande des conseils juridiques sur le droit d'auteur, l'utilisation des données et la transparence algorithmique. Une large majorité demande des cadres de négociation collective (75 %), des



JOURNALISTES VS SYNDICATS

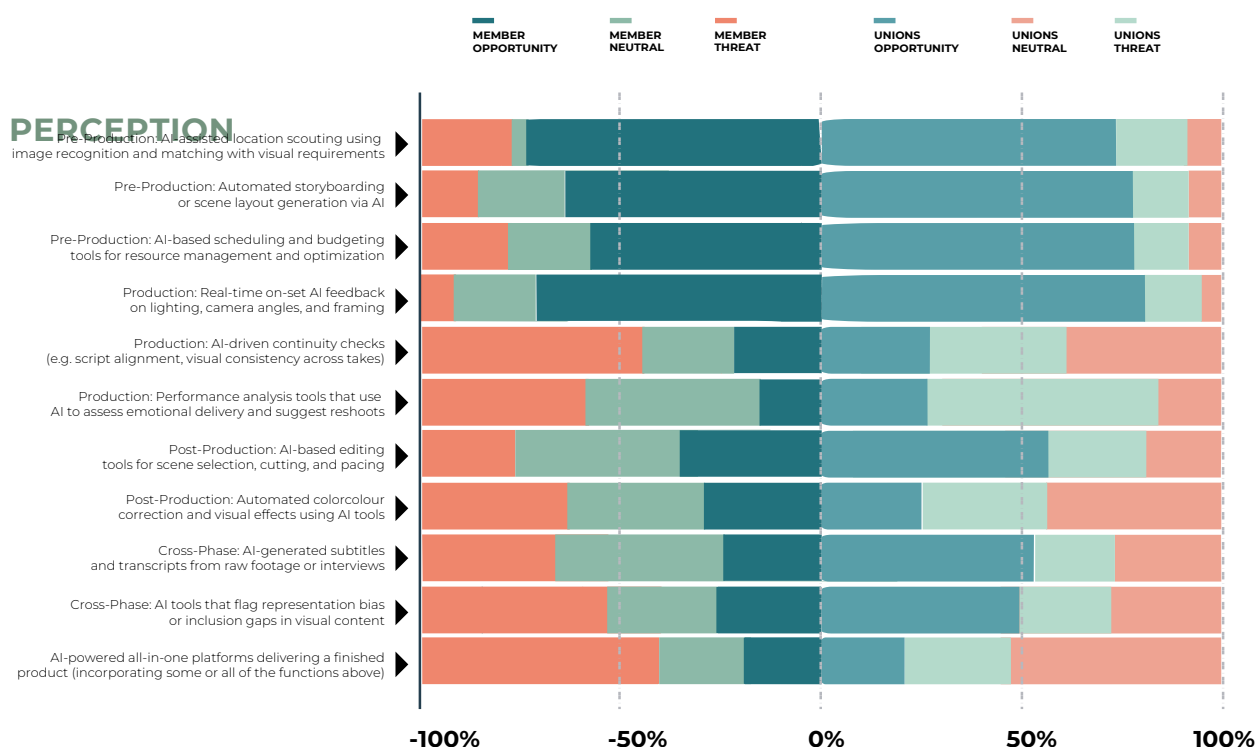
études d'impact sectorielles (66,7 %), des clauses contractuelles types (62,5 %), des outils de suivi (70,8 %), des programmes de formation (75 %) et des ressources pour les lignes directrices éthiques et la supervision humaine (62,5 %), tandis que plus de la moitié recherchent des plateformes de dialogue avec les employeurs/fournisseurs de technologie (54,2 %), un financement pour l'innovation syndicale en matière d'IA (70,8 %) et un soutien pour s'engager dans l'élaboration de politiques européennes ou internationales (66,7 %).



Le graphique ci-dessus montre que les syndicats de journalistes et les journalistes eux-mêmes font état de niveaux largement similaires d'utilisation de l'IA aux stades de la recherche et de la rédaction du flux de travail journalistique. Dans la plupart des outils utilisés pour la collecte d'informations, la transcription, la rédaction et le soutien linguistique, la différence entre les syndicats et leurs membres peut être considérée comme négligeable. Cela suggère une base commune : les syndicats et les journalistes sont conscients que l'IA est couramment et très couramment utilisée comme une couche d'assistance dans le travail éditorial en amont, plutôt que comme un substitut au jugement journalistique de base.

Pour certaines tâches de la phase de recherche et de rédaction, nous constatons une différence légèrement plus importante, comme l'analyse de données assistée par l'IA pour identifier des modèles, des conducteurs de récit ou des anomalies, et les outils de rédaction générative pour rédiger des articles d'actualité courants (par exemple, sports, finances, météo). Les syndicats indiquent une utilisation très courante et courante de ces outils, allant de 22 % à 33 %, tandis que les membres les considèrent comme courants, très courants ou les utilisent eux-mêmes pour 39 % d'entre eux. Cela suggère que les membres sont légèrement plus conscients des implications actuelles de ces outils d'IA que les syndicats.

L'analyse change lorsque les applications d'IA se rapprochent de la distribution et de la programmation de la production journalistique, et donc des tâches liées à d'autres profils au sein des entreprises de médias. Les syndicats indiquent ici des niveaux d'utilisation concrète nettement plus élevés, faisant état d'une utilisation très courante et courante d'outils d'IA qui orientent le calendrier de publication, la promotion algorithmique ou l'optimisation de l'audience en ce qui concerne les « algorithmes de recommandation de contenu basés sur les profils et le comportement des utilisateurs » et la « modération par l'IA des commentaires des utilisateurs et des espaces communautaires en ligne ». Les syndicats indiquent respectivement que les outils alimentés par l'IA pour les algorithmes de recommandation de contenu basés sur les profils et le comportement des utilisateurs sont très couramment ou couramment utilisés (48 %), alors que seulement 28 % des membres les considèrent comme très couramment ou couramment utilisés ou les utilisent à titre personnel.



Les syndicats de journalistes adoptent systématiquement une position légèrement plus positive ou au moins plus neutre à l'égard des outils d'IA que les journalistes eux-mêmes, comme le montrent les scores « Opportunité », « Neutre » et « Menace ». C'est ce qui ressort des résultats de la vérification des faits assistée par l'IA, par exemple, où les syndicats déclarent 77 % d'opportunités contre 58 % pour les membres, et où la menace est de 10 % pour les syndicats et de 19 % pour les membres. Ces chiffres pourraient venir quantifier le fait que les syndicats considèrent les outils axés sur la recherche un peu plus comme des opportunités et un peu moins comme des menaces que les journalistes. Cela vaut pour l'ensemble du flux éditorial, de la recherche à la distribution.

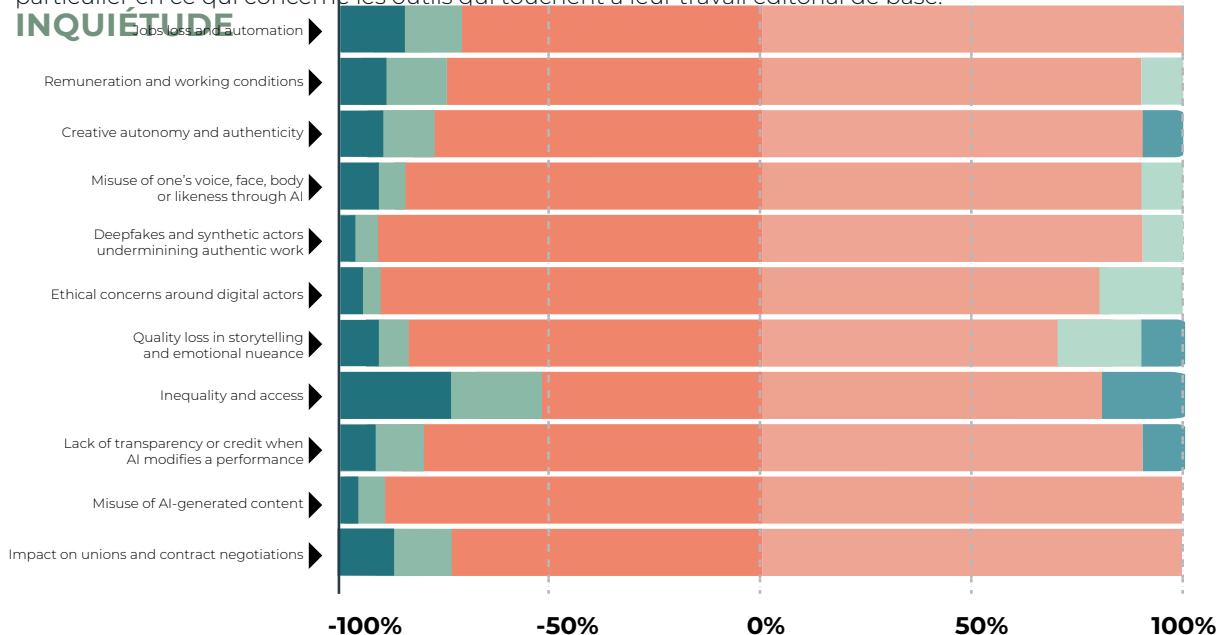
L'écart est relativement modeste pour les outils orientés vers la recherche. En ce qui concerne la vérification des faits assistée par l'IA, par exemple, les syndicats voient une opportunité là où les membres sont plus prudents (77 % contre 58 % d'opportunité ; 10 % contre 19 % de menace). La direction est claire, mais la différence est modérée.

L'écart se creuse pour les outils plus proches du processus d'écriture. En ce qui concerne l'étiquetage du contenu basé sur le NLP, les syndicats font état d'un score de menace de 15 % seulement, contre 42 % pour les membres - la plus grande divergence de l'ensemble des données. Une tendance similaire apparaît pour l'édition assistée par l'IA, où l'écart de menace est plus faible, mais où l'opinion des syndicats est à nouveau nettement plus positive.

Cette tendance s'étend aux outils de distribution et d'audience, bien qu'elle soit plus nuancée : les syndicats évaluent les algorithmes de recommandation de contenu légèrement moins favorablement que les membres en termes d'opportunités (30 % contre 35 %), tout en enregistrant un score de menace plus élevé (44 % contre 39 %). C'est le seul domaine où la dynamique syndicat/membre s'inverse partiellement, ce qui

peut refléter la sensibilité des syndicats à l'autonomie éditoriale et à l'influence algorithmique sur ce qui est publié.

Le tableau d'ensemble est cohérent : les syndicats sont nettement plus pessimistes quant à l'adoption de l'IA, tandis que les journalistes eux-mêmes sont davantage confrontés à l'incertitude et à l'inquiétude, en particulier en ce qui concerne les outils qui touchent à leur travail éditorial de base.



Les journalistes et leurs syndicats se montrent très inquiets face à tous les risques liés à l'IA. C'est le résultat dominant. Il existe des différences entre les deux groupes, mais elles sont plutôt de l'ordre du degré que de la direction.

Sur la plupart des sujets, les journalistes individuels sont légèrement plus inquiets que leurs syndicats. La situation est la plus claire sur le plan de l'autonomie créative et de l'authenticité, qui préoccupent 81 % des journalistes contre 72 % des syndicats, ainsi que sur le plan de la rémunération et des conditions de travail (81 % contre 72 %). Une lecture plausible : les syndicats, en tant qu'organes de négociation, sont peut-être plus habitués à présenter ces questions comme des défis gérables, tandis que les journalistes individuels ressentent les enjeux personnels de manière plus aiguë.

La tendance s'inverse partiellement en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, pour lesquels les syndicats sont légèrement plus inquiets que les membres (88 % contre 81 %). Cela reflète probablement le rôle institutionnel des syndicats dans la négociation des contrats et des droits, où la propriété intellectuelle est déjà un terrain d'affrontement.

Lorsque l'IA touche à la vérité et à l'intégrité de l'information (deepfakes et désinformation, préoccupations éthiques concernant les rapports automatisés, dégradation de la qualité), les niveaux de préoccupation convergent vers le haut de l'échelle. Les deux groupes se situent autour de 85-93 % de personnes qui se disent inquiètes, ce qui laisse peu de place à des différences significatives. Sur ces questions, la distinction journaliste/syndicat disparaît largement.

L'image globale est celle d'un large alignement : les deux groupes considèrent l'IA comme une menace



COMPARAISON INTERSECTO- RIELLE

importante dans tous les domaines, les syndicats étant légèrement plus mesurés en ce qui concerne les préoccupations personnelles et professionnelles, et légèrement plus vigilants en ce qui concerne les préoccupations institutionnelles et fondées sur les droits.

INTRODUCTION

Dans cette dernière partie, nous présentons quelques comparaisons générales entre les différents secteurs et les données collectées dans le cadre des enquêtes syndicales et des enquêtes nationales auprès des membres. Ce chapitre rassemble les différents volets de l'étude et examine les différents secteurs afin d'identifier les points communs et les divergences dans la manière dont l'IA est ressentie dans les domaines de l'audiovisuel, du spectacle, de la musique et du journalisme. Plutôt que d'examiner des études de cas individuelles, nous comparons ici les résultats des enquêtes menées auprès des organisations syndicales et de leurs membres, en soulignant comment les perceptions s'alignent ou diffèrent sur des thèmes clés tels que l'impact, les compétences, les préoccupations et les besoins de soutien.

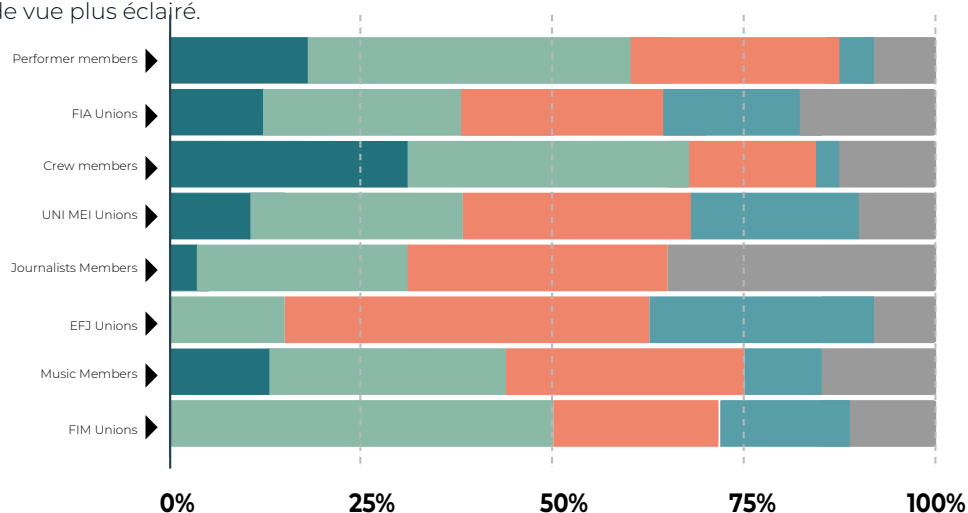
Ce chapitre fonctionne donc comme une vue panoramique de l'ensemble des données, permettant aux résultats sectoriels des sections précédentes d'être lus en relation les uns avec les autres et en lien avec les questions stratégiques plus larges auxquelles sont confrontés les syndicats et leurs membres à l'ère de l'IA.

SENSIBILISATION GÉNÉRALE

Dans les différents groupes de membres, les niveaux de sensibilisation diffèrent de manière significative, mais ils partagent une similitude importante. Dans la plupart des secteurs, les membres répondent le plus souvent « ne connaît pas du tout » ou « peu familiarisé ». Parmi les acteurs, environ 18 % ne sont pas du tout familiarisés et environ 38 % se disent légèrement familiarisés, ce qui signifie qu'environ 56 % se situent dans les catégories avec le moins de familiarisation, tandis qu'environ 3 % seulement sont très familiarisés et 7 % sont pleinement familiarisés ou utilisent eux-mêmes ces outils. Les membres des équipes de tournage présentent un schéma de réponse similaire, avec environ 24 % qui ne sont pas du tout familiarisés et environ 31 % qui se disent légèrement familiarisés, ce qui signifie qu'environ 55 % se situent dans les catégories avec le moins de familiarisation, tandis qu'environ 2 % seulement sont très familiarisés et 9 % sont pleinement familiarisés ou utilisent eux-mêmes ces outils. Le résultat est plus équilibré chez les professionnels de la musique : environ 11 % d'entre eux ne sont pas du tout familiarisés, 27 % se disent légèrement familiarisés, 26 % sont modérément familiarisés et environ 22 % se placent dans les catégories « très familiarisés » et « complètement familiarisés ». Les journalistes se distinguent, avec environ 3 % d'entre eux qui ne sont pas du tout familiarisés, environ 29 % qui sont légèrement familiarisés et environ 42 % qui répondent qu'ils sont tout à fait familiarisés ou qui se disent eux-mêmes utilisateurs de ces outils, ce qui en fait clairement le groupe de membres le plus exposé à l'IA et le plus instruit en la matière.

Lorsque nous comparons les réponses des membres individuels avec celles des syndicats, un écart constant apparaît en matière de sensibilisation, bien que son ampleur diffère selon le secteur. Pour les acteurs (à l'exclusion des musiciens), environ 56 % des membres interrogés se situent dans les deux catégories les plus basses, tandis que pour les syndicats de la FIA, seuls 9 % des répondants environ disent ne pas être du tout familiarisés et 21 % environ légèrement familiarisés, ce qui signifie qu'environ 30 % se situent au bas de l'échelle et que 45 % environ se situent dans les catégories modérément à pleinement familiarisés combinées. Pour les membres des équipes, environ 55 % se situent dans les catégories inférieures, alors que pour les syndicats de l'UNI MEI, seuls 5 % environ ne sont pas du tout familiarisés et 15 % environ sont légèrement familiarisés, soit environ 20 % dans les catégories inférieures et environ 40 % dans les catégories modérément à pleinement familiarisés. Dans le domaine de la musique, environ 38 % des membres se situent dans les catégories inférieures et environ 22 % dans les catégories supérieures. Parmi les syndicats de la FIM, près d'un tiers des membres déclarent ne pas être du tout familiarisés, alors qu'un autre tiers fait partie des groupes très ou modérément familiarisés. Par conséquent, leur taux de familiarisation élevé est supérieur à celui des membres du secteur de la musique. Pour les journalistes, environ 32 % des membres se situent dans les catégories inférieures et plus de 40 % dans les catégories supérieures, tandis que pour les syndicats de la FEJ, seuls 12 % environ ne sont pas du tout familiarisés, 22 % environ sont légèrement familiarisés et près des deux tiers se situent entre modérément et pleinement familiarisés. Dans chaque secteur, la part de la catégorie la

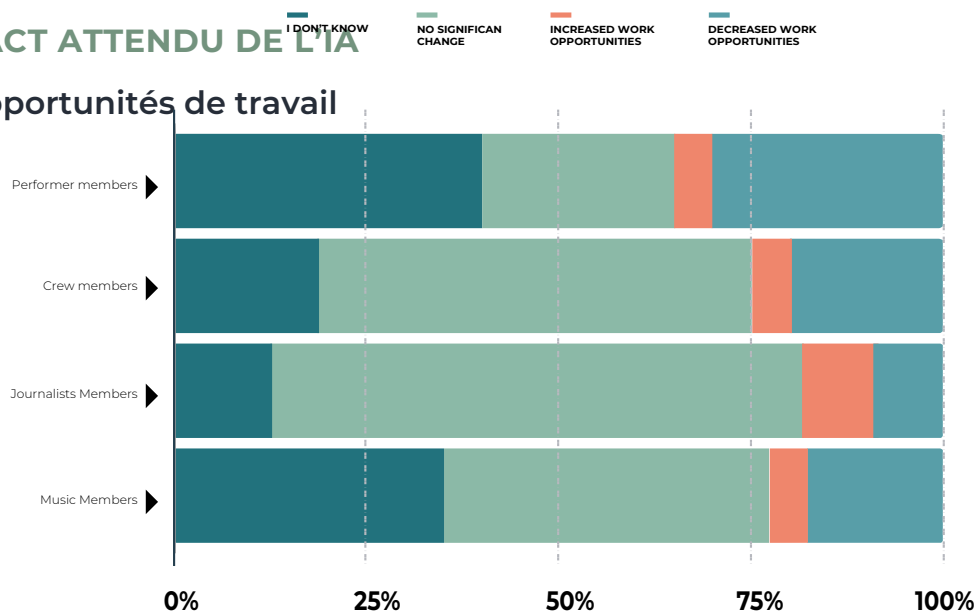
plus basse est plus élevée chez les membres que chez les syndicats, et la part des catégories supérieures est plus élevée chez les syndicats que chez les membres, ce qui confirme que les syndicats opèrent à partir d'un point de vue plus éclairé.



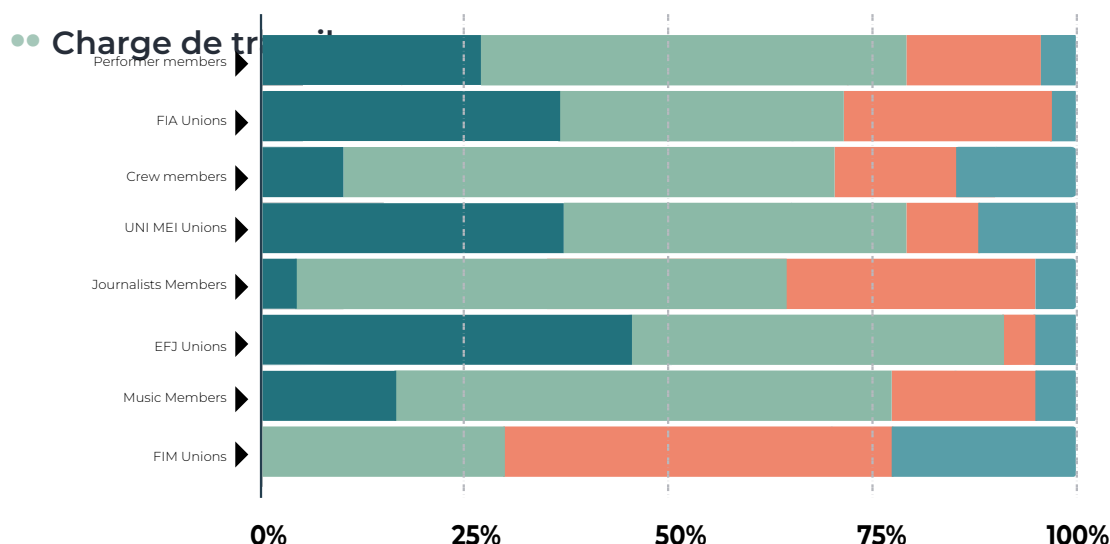
Dans l'ensemble, les chiffres révèlent un écart structurel de familiarisation entre les syndicats et les membres, en plus de différences évidentes entre les secteurs. Du côté des membres, la familiarisation va de faible parmi les acteurs et les équipes de tournage, où environ 65 à 70 % ne sont pas du tout ou seulement légèrement familiarisés, à relativement élevée parmi les journalistes, où plus de 70 % sont modérément familiarisés ou plus, et environ un tiers utilisent eux-mêmes l'IA. Du côté des syndicats, les réponses « ne connaît pas du tout » sont beaucoup moins nombreuses que du côté des membres, et une proportion beaucoup plus importante de répondants a opté pour « moyennement familiarisés », « très familiarisés » et « pleinement familiarisés » par rapport à la plupart des groupes de membres, en particulier dans les secteurs où l'IA est déjà un sujet « sensible » au niveau politique, par exemple la musique autour de la propriété intellectuelle et des voix de synthèse, et le journalisme autour des « deepfakes » et de la désinformation.

IMPACT ATTENDU DE L'IA

●● Opportunités de travail



Dans les différents secteurs, les membres font état d'un impact clair très faible. Les pourcentages de réponses « pas d'impact significatif » et « ne sait pas » dépassent largement la moitié des réponses. S'il y a un impact perçu, il est le plus souvent négatif. En moyenne, le pourcentage de réponses qui voient une diminution des opportunités est quatre fois plus élevé que ceux qui voient une augmentation (28 % contre 7 %).

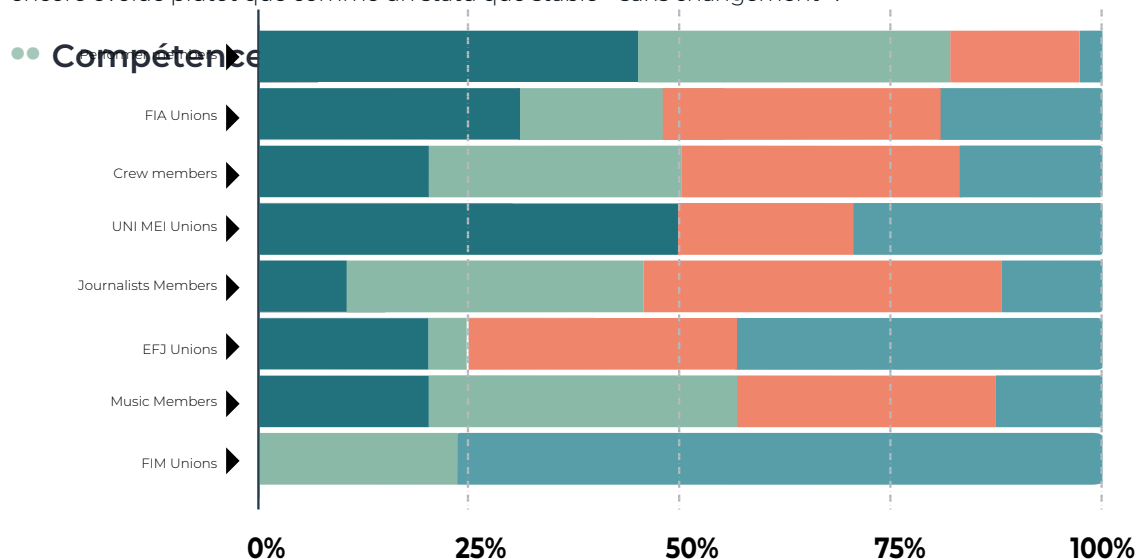


Dans les quatre secteurs, les membres et les syndicats estiment globalement que l'IA n'a pas encore transformé la charge de travail quotidienne, mais les syndicats perçoivent davantage de changements et d'incertitudes que leurs membres. Une majorité d'acteurs, d'équipes de tournage, de journalistes et de professionnels de la musique déclarent qu'il n'y a « pas de changement significatif » (55-61 %), tandis que les syndicats de chaque secteur correspondant atteignent des résultats nettement inférieurs (30-46 %), ce qui suggère qu'ils prévoient plus de perturbations que ce que les travailleurs perçoivent à l'heure actuelle. Les membres montrent également un modèle de résultats plus clair, en particulier parmi les journalistes et les musiciens, ce qui suggère que là où l'IA est déjà intégrée dans les outils quotidiens (salles de rédaction, certains flux de travail musicaux), les travailleurs se sentent capables de catégoriser son impact. En revanche, les acteurs sont beaucoup plus nombreux à indiquer ne pas savoir (27 %), ce qui souligne que les effets de la charge de travail sont plus diffus et moins visibles chez les acteurs et les chanteurs.

Des différences entre les membres apparaissent également dans la manière dont ils vivent les changements de charge de travail. Les journalistes sont le seul groupe où une minorité substantielle de 26 % fait état d'une diminution de la charge de travail, ce qui reflète le rôle important de l'IA dans l'automatisation de la transcription et de la traduction. Les membres des équipes de tournage sont les plus nombreux à faire état d'une charge de travail accrue (14 %), légèrement devant les musiciens (9 %), les journalistes (10 %) et les acteurs (6 %), ce qui peut s'expliquer par le fait que l'IA ajoute des tâches de coordination et de supervision dans des calendriers de production déjà très serrés. Les acteurs et les musiciens se situent entre les deux, avec respectivement 12 % et 13 % de diminution de la charge de travail.

Par rapport aux réponses des membres, les syndicats de tous les secteurs perçoivent plus de complexité, plus de changements et moins de stabilité. Le score atteint dans la catégorie « pas de changement significatif » est

systématiquement inférieur (30-46 %), et beaucoup plus élevé dans la catégorie « je ne sais pas », en particulier dans le journalisme où les syndicats atteignent 48 %, alors que seulement 3 % des membres répondent « Je ne sais pas ». Les syndicats d'acteurs et de musiciens sont également plus susceptibles que leurs membres de constater une diminution de la charge de travail (26 % contre 12 % pour les acteurs et 23 % contre 13 % pour les musiciens). Dans l'ensemble, les données suggèrent des niveaux de différence. Parmi tous les secteurs, ce sont les journalistes qui enregistrent les gains d'efficacité les plus nets, tandis que les membres des équipes de tournage s'attaquent aux tâches les plus complexes. Les acteurs et les musiciens, quant à eux, font généralement preuve de plus d'incertitudes que les journalistes et les membres des équipes de tournage. Entre les membres et les syndicats, les syndicats interprètent les mêmes signaux en faisant passer un modèle qui n'a pas encore évolué plutôt que comme un statu quo stable « sans changement ».



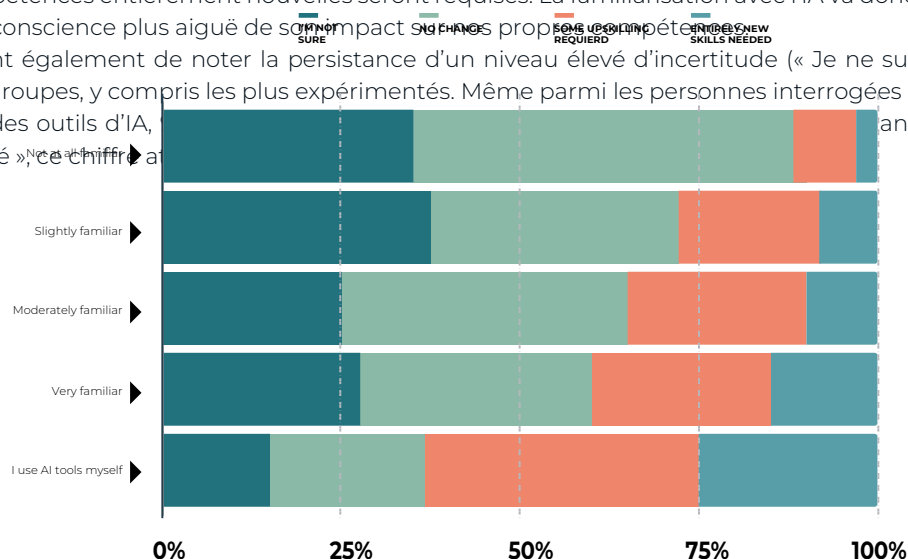
Les données de l'enquête révèlent une divergence frappante entre la manière dont les membres des syndicats et leurs organisations représentatives perçoivent les implications de l'IA en termes de compétences. Dans toutes les catégories (acteurs, équipes de tournage, journalistes et musiciens), les syndicats décrochent systématiquement des taux plus élevés dans les catégories « améliorations de certaines compétences requises » et « compétences entièrement nouvelles requises » par rapport à leurs propres membres. L'écart est le plus prononcé dans le secteur de la musique : alors que 77 % des syndicats de la FIM signalent qu'un certain niveau de qualification est nécessaire, seuls 27 % des membres du même secteur partagent ce point de vue. Cela suggère que les syndicats peuvent avoir une conscience stratégique plus claire de l'orientation que l'IA donne à la profession, alors que les travailleurs individuels n'ont pas encore pris conscience de l'ampleur des changements à venir.

Les réponses « aucun changement » sont en elles-mêmes révélatrices. Une grande partie des membres de tous les groupes (entre 32 % et 41 %) déclarent n'avoir ressenti aucun impact sur leurs compétences. Cela reflète probablement une combinaison de facteurs : des travailleurs occupant des postes où l'IA n'a pas encore visiblement pénétré la pratique quotidienne, un degré de normalisation où les outils assistés par l'IA sont absorbés sans être reconnus comme tels, ou un véritable décalage entre l'adoption technologique au niveau de l'organisation et l'expérience ressentie sur le terrain. Le score de 0 % dans la catégorie « aucun changement » des syndicats de la FIM contraste fortement et souligne la différence de lecture du paysage par les institutions par rapport aux individus.

Une corrélation intéressante a été constatée entre la mesure dans laquelle les répondants sont « habitués » aux outils d'IA et l'impact perçu sur les compétences. Les données révèlent une tendance frappante : plus les répondants sont familiarisés avec les outils d'IA, moins ils sont susceptibles de considérer que leur travail ne nécessite aucun changement. Parmi ceux qui n'ont aucune expérience de l'IA (« pas du tout familiarisés »),

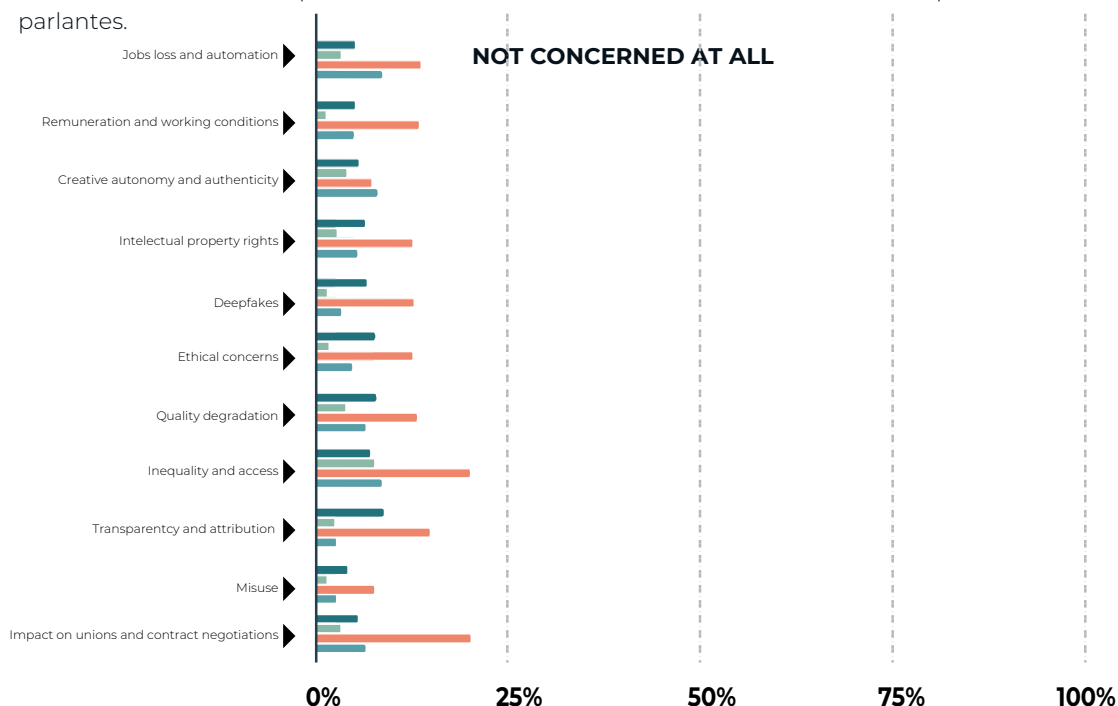
plus de la moitié (55 %) déclarent qu'aucune nouvelle compétence n'est nécessaire - un chiffre qui reflète probablement un angle mort plutôt qu'une réassurance. Ceux qui ne connaissent pas l'IA sont, par définition, mal placés pour évaluer les compétences qu'elle exige. À l'inverse, parmi les répondants qui utilisent eux-mêmes des outils d'IA, près de 42 % indiquent qu'un certain perfectionnement est nécessaire, et 26 % que des compétences entièrement nouvelles seront requises. La familiarisation avec l'IA va donc de pair avec une prise de conscience plus aiguë de son impact sur nos propres compétences.

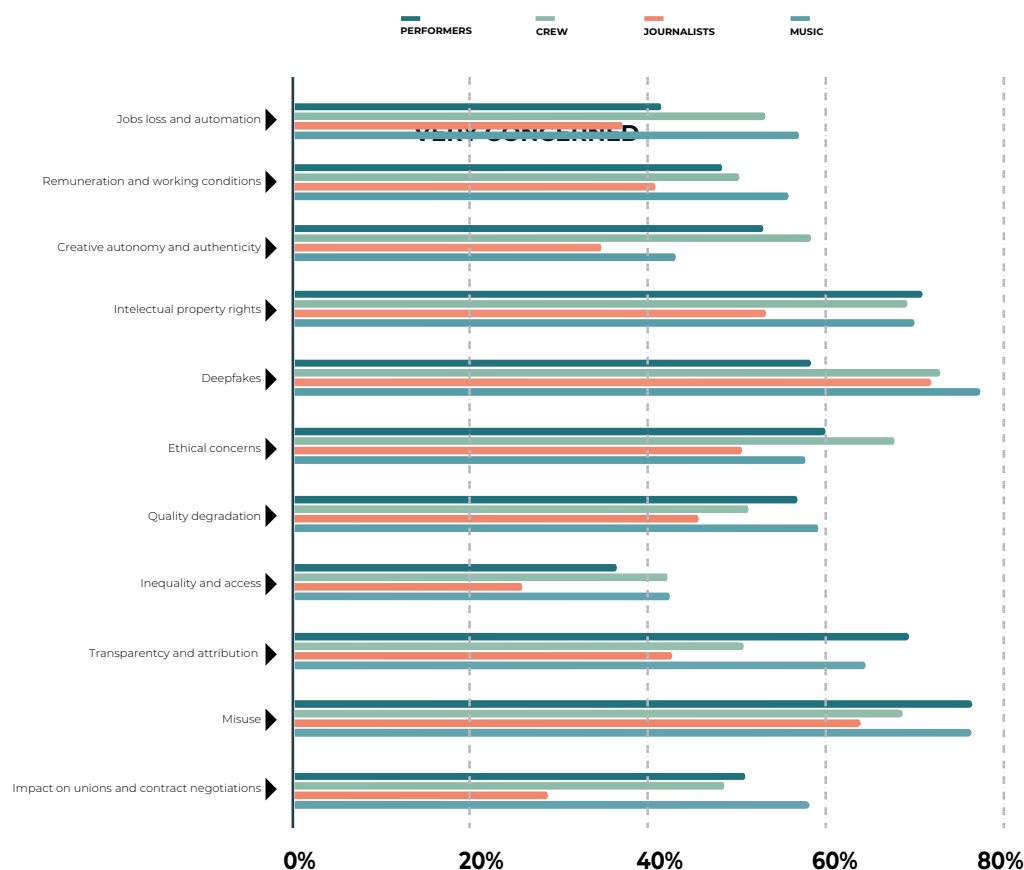
Il convient également de noter la persistance d'un niveau élevé d'incertitude (« Je ne suis pas sûr ») dans tous les groupes, y compris les plus expérimentés. Même parmi les personnes interrogées qui utilisent elles-mêmes des outils d'IA, ce chiffre est de 26 %.



• Inquiétude

Le résultat le plus frappant est l'extrême faiblesse du pourcentage de réponses « pas du tout inquiet » sur l'ensemble de l'étude. Dans l'ensemble des secteurs et des groupes de répondants, la moyenne est inférieure à 6 % et, parmi les acteurs, elle atteint à peine 1,63 %. Il ne s'agit pas de la mesure d'un problème, mais d'un consensus presque complet sur son existence. Les pourcentages de réponse « très inquiet » sont également élevés : 61 % en moyenne chez les acteurs, 58 % chez les membres des équipes de tournage, et surtout 61 % chez les syndicats de la FIM. L'image que les données dépeignent n'est donc pas celle d'un secteur divisé, mais celle d'un secteur qui tire la sonnette d'alarme à tous les niveaux. Les exceptions n'en sont que plus parlantes.





Les résultats de deux syndicats s'écartent fortement de ceux de leurs membres respectifs. La FEJ (syndicats de journalistes) est nettement moins inquiète que ses membres journalistes portugais : en ce qui concerne la perte d'emploi, la FEJ atteint un score de 16 % dans la catégorie « très inquiet », contre 48 % chez les membres, soit un écart de plus de 32 points de pourcentage. Sur le plan de l'autonomie créative, l'écart est de 29 points et sur le plan de l'impact sur les négociations syndicales, de 26 points. Dans le même temps, la FEJ se situe en tête des catégories « pas du tout inquiet » sur le plan de l'égalité et de l'accès (16 %) et de l'impact sur les syndicats (16%), catégories sur lesquelles les journalistes membres sont beaucoup moins détendus. Avertissement : une fois de plus, il faut rappeler que le nombre de répondants à l'enquête auprès des journalistes était extrêmement faible (36) et que les conclusions doivent donc être tirées avec précaution.

La FIM (syndicats du secteur musical) présente le schéma inverse : les syndicats de la FIM sont en moyenne légèrement plus inquiets que les membres du secteur de la musique, mais obtiennent un score nettement inférieur en matière d'autonomie créative (23 % contre 55 %). Le fait que les syndicats du secteur de la musique accordent autant d'importance aux droits de propriété intellectuelle, à l'utilisation abusive et aux « deepfakes » que leurs membres, tout en négligeant presque l'autonomie créative, suggère que la FIM conçoit la lutte principalement en termes juridiques et contractuels, alors que les membres ont également l'impression que le domaine artistique est en train de changer.

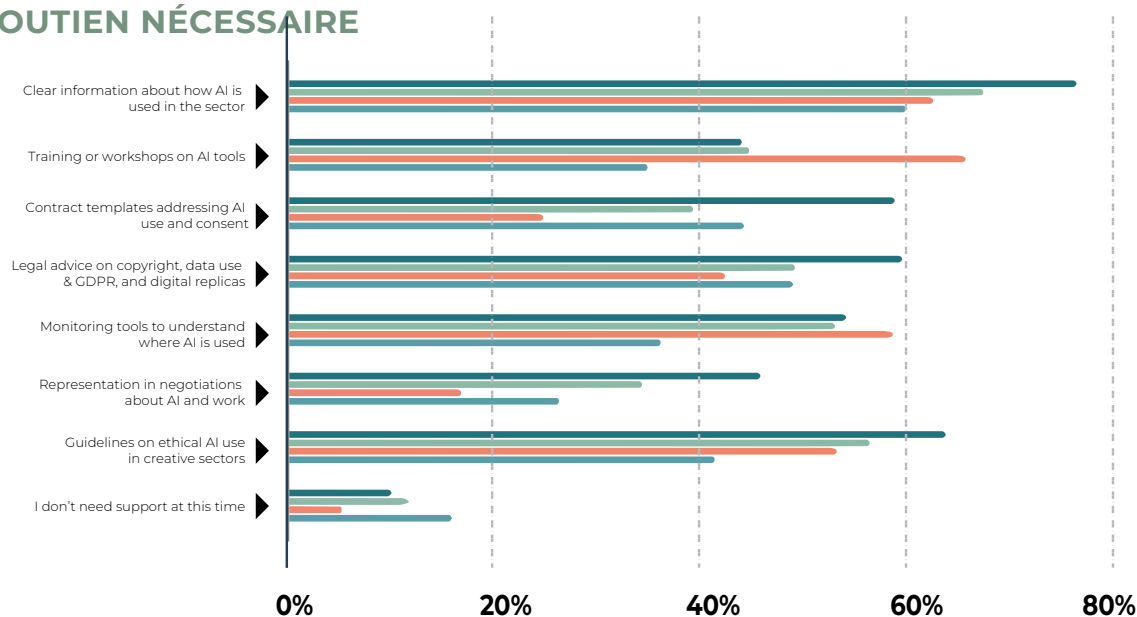
Deux syndicats se distinguent à l'opposé du spectre : l'UNI MEI et la FIM décrochent un score de 0 % pour la mention « pas du tout inquiet » pour chacun des thèmes. Ce n'est pas une coïncidence. Ce score indique une base institutionnelle de vigilance totale, ou une dynamique de réponse dans laquelle les représentants

syndicaux ne peuvent ou ne veulent pas se permettre de dire qu'ils ne sont « pas inquiets ». En revanche, les syndicats de la FEJ enregistrent des pourcentages de 8 %, voire 16 %, sur plusieurs thèmes. Cet écart reflète probablement aussi le profil des personnes interrogées : la FEJ représente des secteurs où l'IA est, à certains égards, perçue comme un outil utile et pas seulement comme une menace.

Un thème considéré comme relativement « sûr » dans tous les secteurs est celui de l'égalité et de l'accès. Des acteurs aux journalistes, des syndicats aux membres : l'item « inégalité et accès à l'information » obtient systématiquement les pourcentages les plus élevés de « pas du tout inquiet » et les scores les plus bas de « très inquiet ». Ce qui est déjà une information en soi. Les menaces directes et personnelles (utilisation abusive de l'image, « deepfakes », perte d'emploi) suscitent de vives inquiétudes. La question structurelle et sociétale de savoir qui peut ou ne peut pas utiliser les outils d'IA est reléguée à l'arrière-plan. La même tendance est constatée quant à « l'impact sur les syndicats et les négociations collectives » : les journalistes membres et les syndicats de la FEJ décrochent un score remarquablement bas dans la catégorie « très inquiet », tandis que les syndicats de la FIM (69 %) et de l'UNI MEI (50 %) atteignent un score très élevé pour ce thème. Cela suggère que le réflexe institutionnel d'inscrire l'IA à l'ordre du jour des négociations diffère considérablement en fonction de la tradition syndicale et de la mesure dans laquelle la négociation collective est déjà une pratique établie dans ce secteur.

Enfin, la comparaison entre les membres et les syndicats illustre une tendance qui mérite l'attention des politiques : dans trois des quatre associations de secteurs, les syndicats obtiennent en moyenne un score inférieur à celui de leurs membres pour la mention « très inquiet ». Seule la FIM dépasse le score de ses membres de manière marginale.

SOUTIEN NÉCESSAIRE

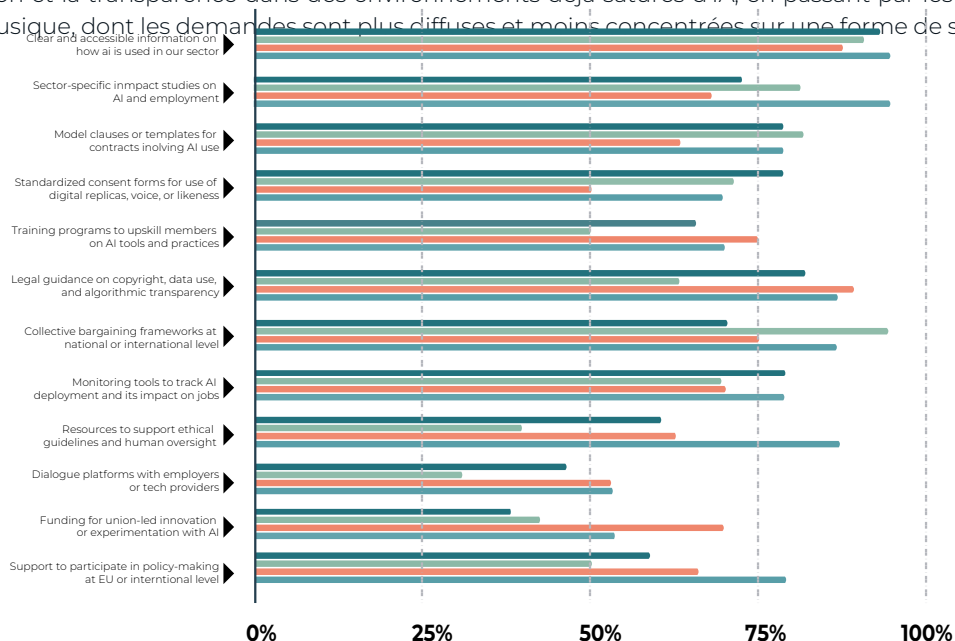


Dans les différents secteurs, la plupart des personnes interrogées souhaitent des informations, une gouvernance et une éthique, mais dans différentes mesures selon la profession. Les acteurs constituent le groupe le plus demandeur d'informations : 77 % d'entre eux demandent des informations claires sur la manière dont l'IA est utilisée et 64 % des directives éthiques. Ils sont suivis de près par les équipes de tournage (67 % d'informations, 58 % de directives) et les journalistes (61 % et 55 %), tandis que les professionnels de la musique sont nettement moins exigeants en matière d'éthique (41 %), malgré une demande d'informations

similaire (60 %). Cela suggère un sentiment commun de manque de transparence autour du déploiement de l'IA, mais avec des acteurs et des équipes de tournage qui poussent plus fort pour des normes sectorielles que les musiciens, qui semblent plus fragmentés dans leur façon de voir les enjeux éthiques liés à l'IA.

Une deuxième constatation clé est que les membres demandent de pouvoir bénéficier de formations pour se perfectionner, ainsi que d'une protection juridique, plutôt que d'être laissés à eux-mêmes pour naviguer dans l'IA, même si, là encore, les profils sectoriels sont divisés. Les journalistes font figure d'exceptions en matière de formation, puisque 65 % d'entre eux souhaitent profiter d'ateliers sur les outils d'IA, bien plus que les acteurs et les équipes de tournage (43 % chacun) et les professionnels de la musique (35 %), ce qui correspond à leur position de grands utilisateurs qui ont maintenant besoin de compétences et de normes pour rattraper leur retard. Les acteurs, en revanche, sont le groupe le plus demandeur de cadres et de conseils juridiques clairs. 60 % souhaitent bénéficier de conseils juridiques sur les droits d'auteur, l'utilisation des données, le RGPD et les répliques numériques et 59 % souhaitent disposer de modèles de contrat traitant de l'utilisation de l'IA et du consentement, par rapport à une demande plus faible, mais toujours substantielle parmi les équipes de tournage (48 % conseils juridiques, 40 % contrats), les professionnels de la musique (48 % conseils juridiques, 44 % contrats) et les journalistes (42 % conseils juridiques, 23 % contrats). Ainsi, les acteurs se concentrent sur la formalisation du consentement et des droits relatifs à leur image et à leurs enregistrements, tandis que les journalistes privilégient l'apprentissage de la gestion d'outils déjà intégrés dans leur flux de travail.

Enfin, l'intérêt pour une gouvernance collective de l'IA est manifeste, mais les modalités de cette gouvernance diffèrent selon les secteurs. Les acteurs et les membres des équipes de tournage combinent une importante demande de suivi (54 % et 53 %) avec un soutien relativement élevé dans le cadre de la représentation dans les négociations sur l'IA et le travail (44 % et 33 %). Seuls 9 à 10 % déclarent n'avoir besoin d'aucun soutien à l'heure actuelle. Les journalistes et les professionnels de la musique penchent davantage pour la transparence et le soutien individuel que pour des négociations explicites, puisque 58 % des journalistes et 36 % des professionnels de la musique souhaitent disposer d'outils de suivi, mais que seuls 16 % et 25 % respectivement accordent la priorité à la représentation dans les négociations, et que 6 % des journalistes contre 15 % des professionnels de la musique déclarent n'avoir besoin d'aucun soutien. Dans l'ensemble, les données suggèrent un gradient qui s'étend des acteurs et des équipes de tournage, qui considèrent l'IA comme un élément à négocier et à limiter collectivement, aux journalistes, qui mettent l'accent sur la formation et la transparence dans des environnements déjà saturés d'IA, en passant par les professionnels de la musique, dont les demandes sont plus diffuses et moins concentrées sur une forme de soutien unique.



Dans l'ensemble, les syndicats reflètent et amplifient la demande d'information, de gouvernance et d'éthique de leurs membres, mais à un niveau plus élevé et plus structuré. Alors que 60 à 77 % des travailleurs, tous secteurs confondus, souhaitent obtenir des informations claires sur l'utilisation de l'IA, les syndicats sont presque unanimement d'accord sur ce point. 90-92 % de la FIA, de l'UNI MEI et de la FIM, et 87,5 % de la FEJ, demandent des informations claires et accessibles sur l'IA dans leur secteur. Ils vont plus loin en demandant des études d'impact sectorielles sur l'IA et l'emploi (de 67 % à la FEJ à 92 % à la FIM) et des outils de contrôle pour suivre le déploiement de l'IA (70-77 % dans toutes les fédérations), ce qui indique que les syndicats pensent en termes de preuves systématiques et de contrôle continu plutôt qu'en termes de transparence ad hoc. La gouvernance éthique s'inscrit également dans un cadre plus institutionnel. Alors que 41 à 64 % des membres demandent des lignes directrices éthiques, 59 à 85 % des syndicats souhaitent des ressources pour soutenir les lignes directrices éthiques et la supervision humaine, souvent associées à des plateformes de dialogue avec les employeurs et les fournisseurs de technologie (30 à 54 % dans l'ensemble des syndicats).

En ce qui concerne les protections contractuelles, légales et de consentement, les syndicats confirment et approfondissent les priorités des membres, mais là encore avec une architecture plus formelle. C'est parmi les acteurs et les professionnels de la musique que la demande de modèles de contrats et de conseils juridiques est la plus forte, ce à quoi les syndicats répondent en mettant l'accent sur les clauses types et les outils de consentement. Entre 77 % et 80 % de la FIA, de l'UNI MEI et de la FIM, et 63 % de la FEJ, souhaitent des clauses types ou des modèles pour les contrats impliquant l'utilisation de l'IA, tandis que 69 à 77 % de toutes les fédérations souhaitent des formulaires de consentement normalisés pour les répliques numériques, la voix et l'image. Les conseils juridiques sont encore plus importants. 82 % (FIA), 60 % (UNI MEI), 88 % (FEJ) et 85 % (FIM) souhaitent des conseils juridiques sur les droits d'auteur, l'utilisation des données et la transparence algorithmique, ce qui dépasse clairement la demande déjà élevée de soutien juridique parmi les membres. Au-delà des contrats individuels, les syndicats se tournent également vers des outils structurels, puisque 72 à 90 % d'entre eux réclament des cadres de négociation collective au niveau national ou international, et 50 à 77 % souhaitent un soutien pour participer à l'élaboration des politiques européennes ou internationales. Cela montre que les syndicats traduisent les inquiétudes individuelles portant sur le consentement et les droits en une stratégie perçue couvrant les contrats, les accords sectoriels et l'influence réglementaire.

Enfin, la vision des syndicats en matière de renforcement des capacités, d'expérimentation et de représentation est plus large et plus proactive que les demandes plus immédiates des membres. Alors que les membres se concentrent sur la formation liée aux outils du quotidien (avec un pic de 65 % pour les journalistes), les syndicats de toutes les fédérations considèrent les programmes de formation comme un élément d'une infrastructure plus large. Par ailleurs, 50 à 75 % des réponses des syndicats appellent à la formation pour améliorer les compétences des membres, mais ils demandent également un financement pour l'innovation ou l'expérimentation de l'IA sous l'égide des syndicats (30 à 71 %) et des plateformes de dialogue avec les employeurs ou les fournisseurs de technologie (30 à 54 %). Les outils de suivi, que 36 à 58 % des membres déclarent vouloir, sont demandés par 70 à 77 % des syndicats, ce qui témoigne d'une plus grande importance accordée au suivi systématique de l'impact de l'IA sur l'emploi plutôt qu'à la résolution de problèmes au cas par cas. Dans l'ensemble, les membres expriment des besoins concrets et immédiats (information, formation, contrats, conseils juridiques), tandis que les syndicats définissent un écosystème de gouvernance plus complet combinant l'information, les cadres juridiques, la négociation collective, le suivi, les ressources éthiques, le dialogue et l'accès aux politiques, conçu pour transformer leur prise de conscience en règles sectorielles plutôt qu'en stratégies individuelles.



Ce projet et cette publication ont bénéficié du soutien de l'Union européenne. Cette publication reflète uniquement les opinions de ses auteurs, et la Commission européenne ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.